

# L'ÉCONOMISTE EUROPÉEN

## ABONNEMENTS

à partir du 1<sup>er</sup> de chaque mois  
France & Algérie : Un an... 25 fr.  
— Six mois... 14 fr.  
Étranger (U.-P.) : Un an... 32 fr.  
— Six mois... 18 fr.

Adresse télégraphique : **Éconopéen-Paris**

Paraissant le Vendredi

Rédacteur en chef : **Edmond THÉRY**

PRIX DE CHAQUE NUMÉRO :

France : **0 fr. 50**; Étranger : **0 fr. 60**

## INSERTIONS

Ligne anglaise de 5 centimètres  
Annonces en 7 points ..... 2.50  
Réclames en 8 points ..... 4 »  
Ce tarif ne s'applique pas aux annonces  
et réclames d'émission.

TÉLÉPHONE : Central 46-61

N° 1196. — 47<sup>e</sup> volume (6)

Bureaux : 50, Rue Sainte-Anne, Paris (2<sup>e</sup> Arr<sup>t</sup>)

Vendredi 5 Février 1915

## LA SITUATION

Cette guerre que l'on croyait devoir être courte, en raison de la perfection des armements, a déjà duré six mois et le public français s'est habitué à l'idée qu'elle se prolongera longtemps encore. Confiant dans son issue, il a parfaitement accepté les énormes sacrifices qui lui sont et lui seront imposés : il ne peut y avoir pour lui aucune surprise et c'est avec une parfaite tranquillité qu'il attend le lendemain, car il sait de quoi ce lendemain sera fait.

Telles ne sont pas les dispositions de l'ennemi. Trompé par les communiqués de son état-major, il a jusqu'ici gardé sa foi dans la force de ses armées, mais l'heure n'est pas lointaine où il demandera des comptes. Sa presse ne nous cache pas qu'il commence à se préoccuper de la lenteur des opérations, et les mesures prises pour parer à la crise économique le surprennent singulièrement avant de l'inquiéter.

Pour retarder cette échéance fatale, les Allemands multiplient leurs attaques sournoises. Après les attentats contre les villes ouvertes, les projections de bombes qui massacrent des femmes et des enfants, le bombardement de paisibles stations de la côte anglaise, voici que des sous-marins, pénétrant dans la Manche et dans la mer d'Irlande, ont coulé des navires marchands sans avoir averti les équipages, comme l'imposent toutes les conventions acceptées et signées par l'Allemagne elle-même.

Cette nouvelle infraction au droit des gens a soulevé les protestations des neutres, car le navire de commerce, parcelle non défendue détachée du territoire, a une situation identique à celle des villes qui ne sont pas protégées.

Il est inutile de dire que, sans s'arrêter à ces considérations, l'Allemagne triomphe et annonce de nouveaux coups, mais si ce triomphe et ces menaces enthousiasment sa population, ils ne font pas partir l'Angleterre de son calme et de sa résolution.

C'est que nos alliés ont à opposer à ces succès faciles d'un ennemi aux abois d'autres résultats et des certitudes. Ils voient nos armées progresser sans arrêt, ils voient notre supériorité s'affirmer chaque jour davantage, ils voient nos forces s'accroître sans discontinuer, ils voient que l'étreinte dans laquelle se débattent les troupes austro-germaniques se resserre lentement, mais sûrement. Et les nouvelles parvenues du front oriental ne sont pas de nature à diminuer leur confiance.

## LES EVENEMENTS DE LA GUERRE

Au cours de ces derniers jours, ce sont surtout des duels d'artillerie qui ont été à signaler sur diverses parties du front des alliés. Ces duels ont tous tourné à notre avantage. A certains endroits, les Allemands ont bien tenté quelques attaques d'infanterie, mais elles n'ont été menées qu'avec des effectifs restreints; aussi peut-on en conclure qu'elles n'avaient d'autre but que de tâter la résistance des troupes alliées. Les trouvant en forces, les Allemands n'ont pas insisté. On dit cependant qu'ils combinent un plan d'opérations qui consisterait, — on peut le supposer tout au moins, — à accumuler sur un des points de la ligne des forces imposantes, mais ils ne nous prendront pas au dépourvu.

On a aussi annoncé de Copenhague qu'un télégramme de Berlin mentionnait que le Kaiser avait tenu, dans l'après-midi du 1<sup>er</sup> février, à Berlin, un conseil de guerre auquel assistaient l'état-major entier, y compris le général Falkenhayn, de nombreux amiraux, le chancelier et plusieurs ministres. Le bruit a couru que des plans de guerre que l'on donne comme des plus sensationnels et des plus audacieux avaient été examinés. Il n'y a qu'à attendre.

Sur la rive nord de la Vistule, les Russes tiennent bon, et malgré une forte opposition des Allemands, ils ont fait des progrès. Sur la rive gauche, ils ont eu à compter avec de violentes attaques de l'ennemi qui n'a obtenu qu'un succès insignifiant malgré des pertes considérables.

Dans les Carpathes, les Russes ont fait de sérieux progrès; cette formidable frontière naturelle est maintenant derrière eux, et ils s'avancent, sur un large front, vers les plaines de la Hongrie.

En ce qui regarde la Serbie, une dépêche de Genève mentionne que les Austro-Allemands préparent une troisième offensive contre nos vaillants alliés. Il y aurait là, en tout, environ 300.000 hommes d'Allemands et d'Autrichiens.

Contre les Turcs, les succès des armées russes du Caucase s'affirment considérablement. Après avoir infligé une nouvelle et très sérieuse défaite à leurs adversaires, ils ont occupé Tauris.

Nous disions, il y a huit jours, en parlant des troupes ottomanes qui s'étaient concentrées au Liban pour se diriger vers la frontière égyptienne, que l'on ne concevait, à ce sujet, aucune crainte. Les Turcs ont bien, en effet, essayé de franchir le canal de Suez par surprise, vers Ismailia, mais ils ont été facilement repoussés.

Les raids des sous-marins allemands recommencent. Nos ennemis ont opéré, cette fois, dans la mer d'Irlande, contre des bateaux de commerce, et dans la Manche contre un navire-hôpital anglais qui, heureusement, n'a pas été touché par les torpilles qui lui étaient destinées. Cette dernière tentative est une nouvelle infraction à la Convention de La Haye, mais il n'y a pas à s'en étonner !

## QUESTIONS DU JOUR

### La Guerre d'Usure économique contre l'Allemagne

(Suite) (1)

IV. Le commerce extérieur. — Les progrès économiques d'une nation se reflètent dans le développement de son commerce extérieur, et pour apprécier dans quelle mesure l'établissement d'un blocus effectif contre l'Allemagne — c'est-à-dire, nous le répétons, la suppression de toutes ses relations commerciales avec l'étranger — porterait préjudice à ses intérêts matériels et démoraliserait sa population, il convient de montrer les résultats extraordinaires que ce pays a obtenus pendant les vingt dernières années, et de les comparer à ceux de l'Angleterre pendant la même période.

Commerce extérieur total de l'Allemagne en 1892 et 1912 (En millions de francs)

Années	Im- portation	Ex- portation	Commerce total
1892.....	4.963	3.649	8.612
1912.....	13.365	11.198	24.563
Augmentation en 1912	8.402	7.549	15.951
Pour cent.....	169	206	185

Commerce extérieur total de l'Angleterre

Années	Im- portation	Ex- portation	Commerce total
1892.....	9.064	5.731	14.795
1912.....	15.966	12.292	28.258
Augmentation en 1912	6.982	6.561	13.463
Pour cent.....	76	114	91

Exportation des produits manufacturés (En millions de francs)

Années	Allemands	Anglais
1892.....	2.408	4.186
1912.....	7.235	8.470
Augmentation en 1912.....	4.827	4.284
Pour cent.....	200	102

Ainsi, l'ensemble du commerce extérieur de l'Allemagne a progressé de 15.951 millions de francs, ou 185 %, entre 1892 et 1912, alors que l'ensemble du commerce extérieur britannique n'a gagné que 13.463 millions de francs, ou 91 %. Mais il convient d'observer que, les produits des deux pays se disputant les mêmes marchés, la concurrence germanique a dû être particulièrement préjudiciable aux industriels de la Grande-Bretagne, car les exportations allemandes ont augmenté de 206 %, ou 7.549 millions de francs en chiffres absolus, tandis que l'augmentation des exportations anglaises — pendant les mêmes vingt dernières années — n'a atteint que 6.561 millions de francs, ou 114 %.

D'ailleurs, les chiffres de l'exportation des produits manufacturés pour les deux pays montrent que l'augmentation réalisée par les Allemands entre 1892 et 1912 a été de 4.827 millions de francs, ou 200 %, alors que l'accroissement obtenu par les Anglais n'a atteint que 4.284 millions, soit 102 % du total de 1892.

Quels ont été, en 1912, les principaux pays destinataires des exportations allemandes ? En tête se présentent justement l'Angleterre avec 1.451 millions de francs et les colonies anglaises pour 436 millions ; puis viennent l'Autriche-Hongrie : 1.294 millions ; la France : 861 millions ; la Russie : 850 millions et la Finlande : 104 millions ; la Belgique : 616 millions ; le Japon : 140 millions, etc.

Les exportations allemandes dans les pays alliés, soit 4.458 millions de francs, sont dès maintenant supprimées et il est peu probable que l'Autriche-Hongrie, dans l'effroyable situation économique et financière où elle se trouve, puisse continuer à recevoir celles qui lui sont destinées. Voilà donc

50 % des débouchés du commerce germanique pratiquement fermés.

Mais, si nous n'y prenions pas garde, il lui resterait encore les pays neutres touchant aux frontières de l'Allemagne ou à celles de l'Autriche-Hongrie : la Hollande : 760 millions de francs ; la Suisse : 650 millions ; l'Italie : 501 millions ; le Danemark : 318 millions ; la Suède : 246 millions ; la Norvège : 181 millions ; et la Roumanie : 165 millions ; soit 2.821 millions de francs pour les sept Etats.

Et dans le reste du monde, l'Allemagne pourrait aussi vendre : 433 millions de francs aux pays de l'Europe non compris dans l'énumération précédente : Espagne, Turquie, Portugal, Grèce, Bulgarie et Serbie ; 372 millions de francs aux Etats-Unis ; 299 millions de francs à la République Argentine ; 241 millions au Brésil ; 140 millions au Chili ; 56 millions au Mexique ; et 584 millions aux petits Etats non dénommés.

Or, les 2.821 millions d'exportations dans les pays frontiers neutres, venant s'ajouter aux 433 millions des autres nations de l'Europe, aux 1.608 millions des cinq grands Etats d'Amérique et aux 584 millions des petits pays non dénommés, forment un total de 5.446 millions de francs, dont l'écoulement, assuré par les neutres frontiers, permettrait à l'Empire germanique de prolonger sa résistance en lui procurant des ressources importantes.

C'est un état de choses que les puissances alliées peuvent faire immédiatement cesser en arrêtant purement et simplement l'importation en Allemagne des marchandises et matières premières que ces puissances ont déclarées contrebande de guerre et qui lui servent à fabriquer les produits manufacturés qu'elle exporte.

Dans cette étude de l'encerclement économique de l'Allemagne, nous avons volontairement négligé l'Autriche-Hongrie parce que cet empire de 53 millions d'habitants, qui se suffit à peine au point de vue alimentaire — nous le verrons plus loin — ne pourrait prêter efficacement, par lui-même, aucun concours économique à son alliée si la Suisse et l'Italie lui fermaient absolument leurs frontières comme la Roumanie l'a fait récemment.

V. La situation financière et monétaire de l'Allemagne. — Entre 1903 et 1913, la Dette publique de l'Allemagne (Empire et Etats particuliers), est passée de 18.436 millions de francs à 26.446 millions, soit une augmentation de plus de 8 milliards de francs, ou 43 %. Cette augmentation, malgré l'accroissement de la population de l'Empire (56 millions d'habitants en 1903 et 67 millions en 1913), a majoré la dette moyenne par habitant, entre les deux dates, de 328 à 395 francs.

Cette dernière moyenne est encore inférieure à celle qui pèse sur les Français, et qui représentait 647 francs en 1913 ; mais nous ferons observer que la moyenne en question atteignait chez nous 666 francs en 1903, car, à cette dernière date, la Dette publique consolidée de notre pays s'élevait à 25.985 millions de francs, contre 25.612 millions en 1913.

Quelle a été la cause principale de l'augmentation de la Dette publique de l'Allemagne entre 1903 et 1913 ? L'accroissement progressif de ses dépenses d'ordre militaire.

Pour le prouver, il nous suffira de citer les chiffres suivants :

Dépenses d'ordre militaire de l'Empire allemand d'après les budgets de prévision votés en 1903 et en 1913 (En millions de francs)

Dépenses	1903	1913	Augmentations en 1913
Guerre.....	810	1.639	879 109 %
Marine.....	277	593	316 114 %
Totales.....	1.087	2.232	1.195 110 %

Et ces totaux ne sont que des prévisions budgétaires, il ne faut pas l'oublier.

Pendant la même période, la France augmentait ses dépenses d'ordre militaire dans les proportions suivantes :

Dépenses d'ordre militaire de la France d'après les budgets de prévision de 1903 et 1913 (En millions de francs)

Dépenses	1903	1913	Augmentation en 1913
Guerre.....	688	983	295 43 %
Marine.....	313	489	176 56 %
Totales.....	1.001 (1)	1.472	471 47 %

Les deux tableaux précédents montrent pourquoi l'Allemagne était mieux préparée à la guerre que la France, et encore devons-nous ajouter que la fameuse contribution de guerre votée en 1913 par le Reichstag — et dont on évaluait le futur rendement à 1.800 millions de francs au minimum — n'a été réellement perçue que pendant les sept premiers mois de 1914, pour un total qui n'a pas dépassé 1.200 millions de francs.

La vérité c'est que pendant les dix dernières années les finances de l'Empire se sont toujours présentées en déficit à cause de l'accroissement constant des dépenses d'ordre militaire, et qu'il a fallu combler ces déficits tantôt par des impôts nouveaux, et tantôt par des emprunts publics.

Au moment où les hostilités ont commencé, le Trésor impérial avait à sa disposition un reliquat sur la contribution de guerre estimé à 800 millions de francs et 300 millions de francs d'or, dont 150 millions enfermés dans la tour Julius à la forteresse de Spandau, et 150 millions provenant de la réserve constituée par la loi du 3 juillet 1913, relative à la contribution de guerre.

Depuis le début de la campagne, le gouvernement impérial s'est fait faire par la Banque de l'Empire ou Reichsbank des avances, remboursées en partie sur l'emprunt de 5.864 millions de francs qu'il a émis en octobre dernier. Mais on peut considérer aujourd'hui — nous l'établirons plus loin — que dans l'avenir s'est surtout la circulation fiduciaire de la Reichsbank qui supportera les dépenses occasionnées par la guerre.

C'est d'ailleurs pour alléger cette circulation, que le gouvernement impérial a créé les *Caisses de prêts de guerre* dont nous allons rapidement expliquer la véritable raison d'être et le fonctionnement.

(A suivre.)

Lt-Colonel EDMOND THÉRY.

### La Crise du Pain en Allemagne

L'Allemagne prend de plus en plus l'aspect d'une ville assiégée ; les événements s'y précipitent, et après les diverses mesures d'ordre administratif, qui avaient abouti à la création d'une *Société des céréales de guerre* — que les gouvernements des Etats confédérés et les municipalités devaient commander — voilà que le gouvernement impérial s'est brusquement décidé à prendre lui-même en mains le *Monopole des céréales et du pain* sur tout le territoire de l'Empire.

Cette très grave mesure a été prise après l'enquête sur l'approvisionnement des grains en Allemagne, faite en décembre dernier, enquête qui a révélé qu'il ne restait presque plus de froment, de seigle et d'orge dans le pays et que les pommes de terre y feraient aussi bientôt défaut.

(1) Dans les comptes définitifs, les dépenses d'ordre militaire de 1903 ont été de 706 millions de francs pour la Guerre et de 305 millions pour la Marine : soit au total 1.011 millions de francs, c'est-à-dire 10 millions d'augmentation par rapport au budget de prévision.

On suppose que malgré les recommandations adressées à la population par les professeurs, la presse et par le Kaiser lui-même, le pain n'a pas été économisé comme il aurait dû l'être et que malgré la prohibition d'alimenter le bétail avec le seigle et malgré la fixation d'un prix maximum, les éleveurs en ont donné de grandes quantités à leur bétail dans l'espoir de revendre très cher les bêtes engraisées.

Quoi qu'il en soit, le spectre terrible de la famine prochaine se dresse dans toute l'Allemagne, et voici les mesures que le *Moniteur de l'Empire* vient de publier relativement à l'organisation du *Monopole d'Etat des céréales* qui fonctionne depuis le 1<sup>er</sup> février :

« Elles prévoient que les prix payés par l'Etat seront les prix maxima fixés ; que les céréales qui n'auront pas été déclarées seront confisquées sans indemnité pour leurs propriétaires ; que les céréales non battues seront saisies comme les autres et que les cultivateurs auront le devoir de les faire battre dans un délai fixé, en conservant pour eux la paille.

« Toutes les céréales saisies seront conservées soit chez les producteurs qui toucheront un boni à cet effet, soit dans des magasins communaux jusqu'au moment où elles seront envoyées au moulin, soit par les communes, soit par la Société centrale d'achat, soit par la Société de guerre des céréales dont la mission consiste à assurer les approvisionnements pour la période critique.

« Quant à la répartition des grains, elle se fera selon les indications fournies au fur et à mesure par l'office impérial de distribution qui comprendra seize membres du Conseil fédéral auxquels seront adjoints trois représentants du commerce, de l'agriculture et des municipalités. Dans cette organisation, les communes ne seront que les agents d'exécution des ordres transmis par les hauts fonctionnaires impériaux qui leur indiqueront les rations dont elles peuvent disposer. Ce travail communal de répartition sur place entre les boulangers, les pâtisseries et les détaillants auxquels il y a lieu de fixer un prix de vente, ne sera pas le moins ardu. »

La constitution du *Monopole d'Etat des céréales* était le prélude nécessaire du rationnement général que les circonstances imposaient et voici comment ce rationnement vient d'être établi à Berlin :

La quantité maximum de pain de guerre — le seul qui sera fabriqué — a été fixée à quatre livres par personne et par semaine, ce qui correspond exactement à 285 grammes par habitant et par jour. Chaque ménage fera constater le nombre de ses membres par la police locale et recevra une carte lui donnant droit aux rations correspondantes. Les boulangeries seront surveillées et contrôlées par la police, avec d'autant plus de sévérité qu'avant même la mise en vigueur du nouveau régime, la population ouvrière avait essayé de les envahir.

La presse berlinoise et les habitants se plaignent amèrement que les autorités n'aient pas pris, il y a longtemps, les mesures nécessaires pour garantir l'approvisionnement en blés, de façon à éviter les ordonnances rigoureuses qui provoquent une inquiétude générale et un mécontentement gagnant même les classes aisées auxquelles on conseille, ouvertement, de ne pas user du droit au pain de guerre, de laisser ce pain aux pauvres gens et de se nourrir avec d'autres produits alimentaires.

La *Gazette de Francfort*, dans un article intitulé : « Du calme », cherche à calmer l'anxiété croissante du peuple allemand et laisse échapper cet aveu :

« C'est une honte qu'il ait fallu tant d'avis, d'ordonnances, de décrets et d'explications pour qu'on se décide enfin à faire du pain de guerre et à en manger. Nous avons ainsi éprouvé ce que valait notre préparation derrière le front. Nous avons mal supporté la faute qui fut commise ;

(1) Voir *L'Economiste Européen* des 22 et 29 janvier 1915.

« nous ne la réparerons pas, et nous en commettrons même une seconde en nous abandonnant à la crainte de mourir de faim. Une telle attitude est indigne ».

Ce n'est que le commencement des difficultés qui menacent l'Empire allemand, si le blocus, dont la pression économique s'accroît de jour en jour, est énergiquement maintenu par les nations alliées.

Il ne faut pas oublier, en effet, que l'Allemagne ne peut compter sur les apports de la récolte de 1915 que vers la fin du mois d'août prochain, et que sa population civile aura ainsi à subir, pendant une longue période de sept mois, les angoisses de la faim.

Quand j'ai publié, au commencement d'octobre dernier, ma première étude sur la *crise du pain en Allemagne*, on ne voulait pas croire, ni en France, ni en Angleterre, le danger terrible qui menacerait nos ennemis si nous parvenions à les isoler du reste du monde. Aujourd'hui, l'expérience est faite et ce n'est pas seulement la *question du pain* qui est en jeu : c'est la question de l'alimentation de la population civile dans son ensemble qui se pose brutalement dans l'Empire allemand, car les journaux, qui ont été les premiers à réclamer l'établissement du *Monopole d'Etat des céréales*, disent, aujourd'hui, qu'il en faudra également en venir au monopole des pommes de terre et peut-être à celui de la viande.

EDMOND THÉRY.

### L'Agriculture française pendant la Guerre

**Au commencement de la guerre :** Dès la fin juillet, pendant la période de tension diplomatique précédant les hostilités, l'honorable M. Fernand David, ministre de l'Agriculture, se préoccupa de la situation agricole : La moisson de nos céréales était en cours, pour le blé et l'avoine notamment, dans l'ensemble de la France. Toutefois, le Nord et l'Est avaient encore des avoines non coupées et les blés, en nombre d'endroits, étaient en moyettes dans les champs.

La mobilisation générale ayant subitement raréfié la main-d'œuvre, l'achèvement de la moisson et la rentrée de ces céréales devinrent très difficiles et il importait en outre d'assurer le battage rapide des blés et avoines nécessaires à la constitution des approvisionnements de la guerre.

Pour obvier à ces graves inconvénients, M. Fernand David, dès le 1<sup>er</sup> août, adressa aux préfets des instructions leur prescrivant de prendre, d'accord avec les directeurs des services agricoles, toutes les dispositions permettant d'utiliser tous les bras disponibles au mieux des intérêts du pays ; non seulement en vue de la récolte des foins, de la moisson, des battages, de l'emmagasinage et de la conservation des grains, pailles et fourrages, mais encore pour assurer les prochaines emblavures.

Les préfets étaient invités à faire appel au patriotisme des femmes françaises pour parer aux difficultés de l'heure présente.

L'organisation méthodique des ressources locales dans les pays de culture morcelée, l'activité déployée par les femmes, les enfants, les vieillards restés à la ferme ou au village, le concours des évacués des villes fortes et de tous ceux qui, inoccupés dans les cités industrielles, venaient chercher à la campagne une vie peu onéreuse, ont permis avec quelques retards, avec quelques pertes inévitables dans la hâte imposée par les circonstances, la rentrée presque intégrale des moissons.

Ce n'est guère que dans l'extrême-nord et dans l'est, que l'invasion a surpris les cultivateurs au milieu de la coupe de leurs avoines, ou avec des champs encore encombrés de moyettes de blé.

**Enquêtes — Statistiques — Blé :** Le ministre prescrivit ensuite à ses agents départementaux d'établir sans retard, et avec toute l'approximation possible, l'importance de nos récoltes de blé, avoine, pommes de terre, etc.

Les apparences en blé étaient plutôt médiocres et les premières évaluations faisaient craindre un déficit sérieux : Le total à prévoir paraissait devoir s'établir aux environs de 80 millions de quintaux seulement.

Mais le résultat des battages, commencés immédiatement, dépassa les espérances, et les rectifications opérées par nos services départementaux fixèrent la récolte de 1914 au chiffre inespéré de 87 millions de quintaux.

Malheureusement, l'invasion partielle ou totale des départements du Nord et de l'Est provoqua une perte d'environ 7.700.000 quintaux, sur une production totale de 10 départements affectés, fixée elle-même à 17.400.000 quintaux.

Le stock au 31 août, chez les agriculteurs, chez les commerçants et chez les industriels étant de 5 millions de quintaux, la quantité disponible ressortait à 84.300.000 quintaux.

D'autre part, la consommation normale étant de 94 millions de quintaux, il eût suffi, en temps ordinaire, de prévoir, pour assurer la soudure, une importation de 9.700.000 quintaux, ou de 14.700.000 quintaux si on voulait maintenir le stock de 5 millions de quintaux en fin d'exercice.

Mais la consommation suractivée dans une période de guerre, des pertes inévitables, la nécessité de faire face aux besoins des populations envahies, et d'alimenter également les populations d'Alsace-Lorraine, conduisent à prévoir une importation utile de 15 à 20 millions de quintaux.

Nous verrons, plus loin, les dispositions prises pour parer à toute pénurie.

**Avoine — Seigle — Orge — Pommes de terre :** L'avoine se présentait avec de belles apparences et les renseignements successifs reçus, au fur et à mesure des battages, ont confirmé les espérances des cultivateurs.

Le rendement global peut être fixé à 54 millions de quintaux au moins, la dernière moyenne décennale étant de 48.412.000 quintaux, mais, pour cette céréale, comme pour le blé, l'invasion a causé de notables pertes que nous évaluons pour les 10 départements encore occupés par l'ennemi, à 7.600.000 quintaux, sur une récolte totale de ces départements prévue à 13.800.000 quintaux.

La récolte de 1914 doit donc se ramener au chiffre de 46.400.000 quintaux, et comme nous importons habituellement de 2 millions à 6 millions de quintaux, il n'est pas excessif de prévoir, pour cette période de guerre entraînant une consommation considérablement accrue, une importation de 10 à 12 millions de quintaux, à moins qu'on ne fasse intervenir, pour remplacer partiellement l'avoine, des aliments de substitution, comme le maïs, par exemple, et les tourteaux, que notre industrie oléagineuse peut nous fournir.

Le *seigle* a donné une récolte moyenne : 12 millions 800.000 quintaux (moyenne décennale : 13 millions 297.000 quintaux) ; mais les pertes dans les départements envahis ont été chiffrées à 850.000 quintaux, ramenant la production disponible à 11.957.000 quintaux.

L'*orge* a dépassé la moyenne de 3.630.000 quintaux, sa récolte a atteint 10.700.000 quintaux. Mais la perte de 660.000 quintaux dans les départements occupés par l'ennemi ne laisse disponible que 10 millions 35.000 quintaux.

Les *pommes de terre* qui ont, dans l'alimentation publique, un rôle si important, ont donné des rendements assez irréguliers d'un département à un autre : dans son ensemble, cependant, cette récolte a été bonne. Les documents fournis conduisent au chiffre global de 140 millions de quintaux, en face d'une moyenne décennale de 132.223.000 quintaux.

La récolte des départements envahis est évaluée à 17.300.000 quintaux et celle perdue à 7.200.000 quintaux. Il ne reste ainsi disponible sur notre récolte de 1914 que 132.800.000 quintaux.

Nous importons chaque année environ 2 millions de quintaux de ce tubercule, dont 1 million venant de Belgique, mais nos exportations des quantités sensiblement égales et, pour une part importante, en Angleterre : il y avait donc urgence à retenir notre récolte en France et surtout à conserver les tubercules, dont l'altération est si facile, dans les meilleures conditions possibles. Les directeurs des services agricoles et professeurs d'agriculture furent invités à agir dans ce sens près des populations rurales.

**Mesures prises pour faciliter l'importation des céréales étrangères :** En présence des besoins nouveaux que la guerre allait provoquer — notamment pour le ravitaillement de nos armées en campagne et des places fortes qu'il fallait mettre en état de défense, — et du déficit prévu sur les récoltes de 1914, le ministre de l'Agriculture, d'accord avec ses collègues de la guerre, des finances et du commerce, fit prendre une série de dispositions destinées à faciliter l'importation en France des céréales et produits alimentaires étrangers.

Par un décret inséré au *Journal officiel* et daté du 31 juillet, le gouvernement supprima les droits d'entrée sur les céréales : *froment, épeautre, méteil en grains*. Le même jour, un autre décret, basé sur l'article 14 de la loi du 11 janvier 1892, supprimait les droits d'entrée sur les *farines* de froment, d'épeautre et de méteil, ainsi que sur le maïs (art. 68 et 75 du tarif des douanes). L'*avoine* et l'*orge* en grains, les *haricots* et les *lentilles* étaient également exonérés des droits de douane en vertu d'un décret du 2 août.

Un nouveau décret du 3 août, dû à l'initiative du ministre de l'Agriculture, étendait à l'Algérie le bénéfice des deux décrets du 31 juillet visant les grains et les farines. Le 4 août, cette extension à l'Algérie du nouveau régime métropolitain était décrétée pour l'*orge*, le *maïs*, les *haricots* et les *lentilles*.

Le 13 août, un nouveau décret supprima les taxes afférentes aux *riz bruts, brisures de riz, riz entier, farines à semoules*.

Ces mesures permettaient au commerce de s'organiser pour l'importation de ces diverses denrées dont il devenait utile de s'assurer des stocks importants, tant au point de vue de l'alimentation de la population civile que de l'armée.

Depuis le jour de la suppression des droits jusqu'au 15 janvier 1915, les entrées de blés étrangers se sont élevées à.....quintaux 8.397.593 et si on ajoute à ce chiffre le montant des entrées de farines exprimé en blé sur la base d'une mouture de 70 %, soit.... 1.073.283

On arrive au total de.....quintaux 9.470.876

Il reste donc une marge à combler et il est désirable que les importations se continuent. Elles sont évidemment gênées par ce fait que les cours, en France, ont été jusqu'ici, par suite des fournitures et, nous devons ajouter par suite des sacrifices consentis par la Guerre, maintenus au-dessous de 30 francs, tandis que les cours de l'étranger ressortent à 33 fr. 50, à 34 francs C. A. F., dans nos ports. Il est fatal que, dans ces conditions, les cultivateurs se refusent à vendre jusqu'à ce que la parité se soit établie, compte fait, bien entendu, des différences de qualité ; mais il nous paraît vraisemblable que dès que le commerce paiera les blés français 31 à 32 francs, les offres indigènes deviendront importantes.

L'augmentation considérable des frets est une des causes les plus déterminantes de la restriction des importations et une solution doit intervenir à ce point de vue pour permettre l'arrivée sur nos

marchés des blés exotiques, en vue d'éviter une hausse excessive et regrettable des cours.

Les Etats-Unis qui, après une bonne récolte en 1913, ont eu une récolte exceptionnelle en 1914 (242.798.000 quintaux contre la moyenne décennale de 179.227.400), peuvent encore, malgré une grosse exportation, fournir un appoint à nos besoins.

Par contre, l'Australie est nettement déficitaire ; après deux bonnes récoltes 1912-13 et 1913-14 de 25 et de 28 millions de quintaux, elle n'aurait, cette année 1914-15, que 8 à 10 millions de quintaux. La moyenne décennale 1902-1911 a été de 17.429.400 quintaux. L'Australie, qui a exporté 18 millions de quintaux de blé en 1914, devra donc en importer pendant l'année 1915.

L'Argentine a, au contraire, une récolte abondante évaluée à 52.700.000 quintaux, contre 31 millions de quintaux en 1913-14 et contre une moyenne décennale 1902-1911 de 39.928.500 quintaux. Il y a, par conséquent, de ce côté, une disponibilité supérieure au déficit de l'Australie ; mais l'Italie se sera déjà assurée une partie de ce disponible éventuel ; ses achats atteindraient environ 6 millions de quintaux.

Le Canada a eu, en 1914, une récolte plutôt faible : 43 millions de quintaux, et les difficultés de transport, aussitôt après l'ouverture des hostilités, n'ont pas permis d'avoir recours aux ressources de la Russie.

Ce pays nous avait fourni 2.228.063 quintaux sur sa récolte de 1913 ; celle de 1914 paraît être bonne : 187 millions de quintaux pour la Russie d'Europe, contre une moyenne décennale 1903-1912 de 152 millions 575.000 quintaux. La récolte de 1913 était très bonne : 227 millions de quintaux. En 1914, les 63 gouvernements de la Russie d'Europe et les 10 gouvernements de la Russie d'Asie ont donné 236 millions de quintaux, contre 260 millions en 1913.

Même avec les difficultés actuelles, il n'est pas excessif d'entrevoir l'arrivée des blés de Sibérie par Vladivostok et celle des blés du centre russe par Arkangel. Cette intervention des blés russes sur notre marché serait heureuse au point de vue de la sécurité de notre approvisionnement et du maintien des cours intérieurs à un niveau acceptable.

Les cours de l'avoine sont également en grande hausse à l'étranger. Le stock français est cependant encore important, mais les offres sont faibles et l'importation apparaît comme absolument inévitable.

**Difficultés des transports :** Les interdictions de sortie et les suppressions de droits d'entrée devaient assurer, avec la maîtrise des mers, et malgré la hausse des frets, l'abondance des denrées de première nécessité.

Cependant, le ministre de l'Agriculture, ainsi que les ministres du commerce, de l'intérieur et de la guerre, ont été, dès le début des hostilités, fréquemment saisis par les préfets et par les maires de demandes tendant à des fournitures de blés, farines, sel, qui étaient sur le point de manquer. Il était facile de se rendre compte que ces pénuries locales tenaient exclusivement aux difficultés de transports résultant de la mainmise par la guerre sur tous les chemins de fer.

Les exigences de la mobilisation dominaient toute autre considération et justifiaient suffisamment toutes les mesures prises. Le ministre de l'Agriculture a, pour chaque cas qui lui était signalé, fait auprès de son collègue de la guerre les démarches nécessaires et il a pu obtenir des améliorations de transport pour tous les produits alimentaires de première nécessité.

Son intervention, et la bonne volonté du ministre de la guerre, ont presque toujours permis, en respectant les intérêts supérieurs de la Défense nationale, de donner satisfaction aux besoins les plus impérieux des populations des villes et des campagnes.

(A suivre.)

A. B.

## INFORMATIONS DIVERSES

## FRANCE

**La Conférence financière.** — Le Ministère des Finances communique la note suivante :

« Les ministres des Finances de France, d'Angleterre et de Russie se sont réunis à Paris, ainsi que nous l'avons annoncé, pour examiner les questions financières que fait naître la guerre.

« Ils sont d'accord pour déclarer que les trois puissances sont résolues à unir leurs ressources financières aussi bien que leurs ressources militaires afin de poursuivre la guerre jusqu'à la victoire finale.

« Dans cette pensée, ils ont décidé de proposer à leurs gouvernements respectifs de prendre à leur charge par portions égales les avances faites ou à faire aux pays qui combattent actuellement avec eux ou qui seraient disposés à entrer prochainement en campagne pour la cause commune.

« Le montant de ces avances sera couvert tant par les ressources propres des trois puissances que par l'émission d'un emprunt à faire en temps opportun au nom des trois puissances.

« La question des rapports à établir entre les banques d'émission des trois pays a fait l'objet d'une entente particulière.

« Les ministres ont décidé de procéder de concert à tous les achats que leurs pays ont à faire chez les nations neutres.

« Ils ont pris les mesures financières nécessaires pour faciliter à la Russie ses exportations et pour rétablir dans la mesure du possible la parité du change entre la Russie et les nations alliées.

« Ils ont décidé de se réunir à nouveau suivant que les circonstances l'exigeront. La prochaine conférence aura lieu à Londres. »

**Vote, par le Parlement, du projet d'émission d'obligations à court terme.** — La Chambre des députés, dans sa séance du 28 janvier, a voté à l'unanimité le projet d'émission d'obligations à court terme du Trésor dont nous avons publié l'exposé des motifs et le texte dans notre dernier numéro. Dès le lendemain, le Sénat ratifiait le projet, en lui accordant aussi l'unanimité de ses suffrages.

Le projet en question tient dans les cinq lignes suivantes :

« Article unique : Le ministre des finances est autorisé à émettre, au mieux des intérêts du Trésor, des obligations dont l'échéance ne pourra dépasser 1925.

« Ces obligations seront exemptes d'impôts. »

On peut donc affirmer qu'en adoptant ce texte, en quelque sorte par acclamation, le Parlement a non seulement approuvé la politique financière de M. Ribot, mais il a également voulu lui accorder une marque personnelle de confiance comme on n'en donne jamais aux hommes d'Etat.

En effet, l'honorable ministre des finances a été autorisé à émettre sans limitation quantitative, des obligations à court terme, au mieux des intérêts du Trésor, c'est-à-dire aux modalités et conditions qui lui paraîtront les plus favorables pour l'Etat.

Dans les courtes explications que M. Ribot a fournies à la Chambre, nous relevons cette phrase qui a été chaleureusement applaudie :

« Notre tâche à cette heure est difficile. Mais nous l'avons abordée et nous la continuerons avec une entière confiance. Nous avons confiance dans les ressources de ce pays et dans sa volonté de soutenir la lutte jusqu'au bout (*Vifs applaudissements sur tous les bancs*), dans les conditions qui ont été si éloquemment expliquées par M. le président du conseil. Il ne s'agit pas ici de prendre des attitudes de forfanterie. Cela est absolument éloigné de mon caractère. (*Très bien ! très bien !*) »

« Je vois avec calme la situation telle qu'elle est. Nous avons de très lourdes charges à faire ; mais nous sommes sûrs d'aller jusqu'au bout au point de vue financier comme au point de vue militaire. (*Vifs applaudissements sur tous les bancs*.) »

« Et nous pourrions y aller en recourant le moins qu'il sera possible aux ressources presque illimitées que la Banque de France met à notre disposition. C'est un résultat que nous pouvons constater avec quelque satisfaction, qu'après six mois de guerre nous n'avons pas pris à la Banque de France plus de 3 milliards 900 millions.

« Si l'on avait dit à la veille de cette guerre que, six mois après le début des hostilités, nous serions si loin d'avoir épuisé les sommes qui sont à notre disposition, on aurait vu esquiver un sourire de scepticisme. Cela est pourtant vrai. (*Très bien ! très bien !*) »

Ces déclarations confirment les prévisions que nous avons formulées ici même, et nous avons le droit d'avoir pleine confiance dans l'avenir du pays qui trouvera, dans ses propres ressources, tous les capitaux qui lui seront nécessaires pour aller, sans défaillance, jusqu'à la victoire finale.

D'ailleurs, M. Ribot a loyalement déclaré que les titres à émettre seraient exempts de tous impôts (au pluriel), et il a ainsi précisé le sens de sa déclaration :

« Il ne peut y avoir à ce sujet de doute ni sur nos intentions, ni sur le texte. Nous avons demandé à la Chambre — et nous avons obtenu un vote unanime — que ces titres, dont la durée n'excèdera pas dix ans, fussent exempts de tous impôts. Il s'agit des impôts qui pourraient frapper le capital aussi bien que de ceux qui pourraient frapper les coupons.

« J'avais d'ailleurs indiqué, dans l'exposé des motifs, que ces obligations seraient, à ce point de vue, assimilées aux Bons du Trésor, qui, comme vous le savez, ne sont soumis à aucune taxe d'aucune sorte.

« Nous avons cru nécessaire, dans les circonstances actuelles, de ne laisser aucun doute, dans l'esprit de ceux qui souscriront, sur la nature du titre qui lui est offert : C'est un contrat que nous faisons ; il doit être clair et sans équivoque aucune. (*Applaudissements*.) »

« Le crédit de la France ne pourra qu'en profiter. Nous avons déclaré en même temps — c'est une question de loyauté — dans l'intérêt même de l'union si nécessaire en ce moment — que ces dispositions se justifient dans les circonstances actuelles, mais n'engageaient pas une question de principe.

« Quels qu'aient été nos dissentiments dans le passé sur la question de la rente, trop passionnément discutée et qui avait même pris un caractère politique, ce qui était infiniment regrettable pour le crédit de la France, tout le monde peut voter ce projet sans abdiquer ses opinions.

« La Chambre a compris ce langage et je suis certain que le Sénat le comprendra à son tour. (*Vive approbation*.) »

Voilà donc la France dotée d'un excellent instrument de crédit qui rendra sa trésorerie facile et qui, concurremment avec la circulation fiduciaire de la Banque de France, lui permettra de faire face à toutes les éventualités financières de la guerre.

Ajoutons qu'avant le vote des obligations à court terme, le Sénat avait également ratifié le projet adopté par la Chambre, portant à 3 milliards 600 millions de francs la limite maximum d'émission des Bons du Trésor.

**Le coût de la guerre.** — Le *Vorwaerts* évalue le coût de la présente guerre à l'aide des statistiques officielles des différents pays belligérants. Le gouvernement britannique, dit-il, a récemment déclaré que ses dépenses de guerre quotidiennes s'élevaient

à 25 millions de francs. Ainsi, il doit avoir déjà dépensé environ 3.750 millions. Jusqu'au 10 décembre, les dépenses de guerre se sont élevées en France à 6.441 millions de francs, dont la Belgique a reçu 250 millions, la Serbie 90 millions et le Monténégro 6.500.000 francs. Ces chiffres comprennent l'avance de 20 millions accordée à la Grèce. Les dépenses quotidiennes s'élevaient donc pour la France à environ 46 millions de francs. La Russie a dépensé durant les 3 mois 1/2 qui ont suivi la déclaration de la guerre 4.818 millions, et ses frais journaliers sont d'environ 45.875.000 francs.

L'Angleterre, la France et la Russie, ajoute le *Vorwaerts*, dépensent donc quotidiennement environ 115 millions, et comme elles n'ont probablement pas au total plus de 11 millions de soldats, chacun de ceux-ci coûte environ 10 fr. 50 par jour. Il semble vraisemblable que pour l'Allemagne et l'Autriche les dépenses sont à peu près les mêmes, ce qui, pour les deux pays, disant d'une dizaine de millions d'hommes mobilisés, représenterait une dépense journalière de 105 millions de francs. Il faut ajouter, en outre, les frais des armées belge, serbe, turque et japonaise, qui peuvent être estimés au minimum à 10 millions de francs par jour.

Les cinq premiers mois de la guerre ont donc coûté environ 38.500 millions de francs, sans compter les dommages matériels résultant de la guerre et les pertes subies par l'industrie. Les frais indirects de la guerre, en ce qui concerne l'industrie, sont beaucoup plus considérables que les frais directs. Les dommages causés sont évalués à 6.650 millions pour la Belgique et à 50 millions pour la Prusse orientale. Pour la Pologne, la Galicie, ainsi que pour la France et l'Alsace, ils ne peuvent pas encore être estimés. Il ne faut pas oublier, en outre, les grandes pertes de navires et de cargaisons. En estimant pour la première période de la guerre tous ces dommages à 55 ou 60 milliards, on ne serait pas au-dessus de la vérité. Ainsi, le coût total de la guerre jusqu'à présent s'élèverait au moins à 90 ou 100 milliards de francs, c'est-à-dire à une somme équivalente au capital de tous les chemins de fer des Etats belligérants d'Europe.

## Mouvement des charbons dans le port de Rouen.

— Le mouvement des charbons dans le port de Rouen continue à faire preuve d'une activité sans précédent.

Du 1<sup>er</sup> au 20 janvier, il a été reçu une quantité de 270.646 tonnes de houilles, contre seulement 161.031 tonnes en 1914, ce qui représente une augmentation de 68 0/0 pour les deux premières décades de l'année courante.

Ainsi se poursuit la reprise intense des importations, par Rouen, qui s'était manifestée dès le mois d'octobre, ainsi qu'en témoignent les chiffres suivants :

Houilles importées par le port de Rouen : en octobre 1914, 312.581 tonnes contre 229.031 tonnes en octobre 1913 ; en novembre, 385.386 tonnes au lieu de 270.754 tonnes pendant le mois correspondant de 1913 ; en décembre, 371.704 tonnes contre 243.987 tonnes en décembre 1914.

Soit, pour les trois derniers mois de 1914, un total de 1.069.671 tonnes, en augmentation de 325.899 tonnes sur les trois mêmes mois de 1913 qui n'avaient donné qu'un total de 743.772 tonnes.

**Bons municipaux de la Ville de Paris.** — Ainsi qu'on pouvait le prévoir, l'émission des Bons municipaux de la Ville de Paris dont, à différentes reprises, nous avons entretenu nos lecteurs, a obtenu le plus grand et le plus légitime succès.

La souscription a été close le 1<sup>er</sup> février, la somme de 92 millions, fixée comme limite de l'émission, ayant été atteinte dans le courant de cette journée. Ainsi, en trente jours ouvrables, la Ville a obtenu près de 100 millions de sa fidèle clientèle, c'est-à-

dire 3 millions par jour. Si elle n'a pas continué à retenir les souscriptions qui lui étaient offertes, c'est que la somme réunie est suffisante pour parer aux besoins de la trésorerie pendant les premiers mois de cette année, et qu'il a paru de bonne administration de ne pas accumuler dans la Caisse Municipale des fonds qui y resteraient trop longtemps inemployés et à peu près improductifs.

Cette sage mesure, inspirée par le souci bien compris des intérêts de la Ville, dénote la clairvoyance de ceux à qui incombe la lourde charge de gérer les finances municipales, et sera certainement appréciée et approuvée, comme nous sommes heureux de le faire nous-mêmes, de tous les contribuables sans exception.

## Situation hebdomadaire de la BANQUE DE FRANCE

PARIS ET SUCCURSALES	30 juillet 1914	28 janvier 1915
<b>ACTIF</b>		
Encaisse de la Banque :		
Or.....	4 141.341.663	4.233.797.667
Argent.....	625.332.643	365.833.117
	4.766.674.306	4.599.630.784
Disponibilité à l'étranger.....	»	186.938.292
Effets échus hier à recevoir à ce jour.....	76.168	2.726.949
Portefeuille Paris ( Effets Paris.....	1.364.338.582	102.878.587
( Effets Etranger.....	9.039.044	4.060.413
( Effets du Trésor.....	96.314	70.985
Portefeuilles des succursales.....	1.070.730.247	136.598.341
Effets prorogés ( Paris.....	»	1.720.773.498
( Succursales.....	»	1.461.656.941
	15.000.000	4.290.000
Avances sur lingots à Paris.....	»	295.241.698
Avances sur lingots dans les succurs.....	227.647.409	499.560.911
Avances sur titres à Paris.....	516.125.546	200.000.000
Avances sur titres dans les succurs.....	200.000.000	3.900.000.000
Avances à l'Etat (Loi de 1914).....	»	3.171.450
Avances temporaires au Trésor public.....	4.989.900	10.000.000
Rentes de la Réserve.....	10.000.000	10.000.000
Rentes de la Réserve (ex-banques).....	2.980.750	2.980.750
Rentes disponibles.....	99.552.135	100.075.459
Rentes immobilisées.....	100.000.000	100.000.000
Hôtel et mobilier de la Banque.....	4.000.000	4.000.000
Immeubles des succursales.....	44.194.672	44.945.015
Dépenses d'administration de la Banque et des succursales.....	2.660.116	1.688.711
Emploi de la réserve spéciale.....	8.407.394	8.407.394
Divers.....	340.600.325	328.306.416
Total.....	8.787.112.881	13.648.002.600
<b>PASSIF</b>		
Capital de la Banque.....	182.500.000	182.500.000
Bénéfices en addition au capital.....	8.055.145	8.450.697
Réserves ( Loi du 17 mai 1874.....	10.000.000	10.000.000
( Ex-banques département.....	2.980.750	2.980.750
mobilières ( Loi du 9 juin 1857.....	9.125.000	9.125.000
Réserve immobilière de la Banque.....	4.000.000	4.000.000
Réserve spéciale.....	8.407.444	8.407.444
Billets au porteur en circulation.....	6.683.184.785	10.473.366.390
Arrangements de valeurs déposées.....	24.241.589	35.204.988
Billets à ordre et récépissés.....	3.577.698	14.285.563
Compte courant du Trésor, créditeur.....	382.561.817	70.584.869
Comptes courants de Paris.....	818.831.314	1.616.779.482
Comptes courants dans les succursales.....	128.740.547	711.461.389
Dividendes à payer.....	4.659.883	5.986.786
Escompte et intérêts divers.....	12.483.344	6.183.590
Réserve de la réserve spéciale.....	4.703.050	2.104.859
Divers.....	499.109.512	486.430.809
Total.....	8.787.112.881	13.648.002.600

## Comparaison avec les années précédentes

	3 août 1911	1 <sup>er</sup> août 1912	31 juillet 1913	30 juillet 1914	28 janv. 1915
	millions	millions	millions	millions	millions
Circulation.....	5.195.3	5.239.7	5.678.8	6.683.2	10.473.5
Encaisse or.....	3.178.0	3.286.7	3.362.2	4.141.3	4.233.7
— argent.....	849.4	801.7	627.4	625.3	365.8
Portefeuille.....	1.253.6	1.291.2	1.840.4	2.444.2	3.426.0
Avances aux partic.....	643.3	685.5	730.7	743.8	794.7
— à l'Etat.....	180.0	200.0	200.0	200.0	4.100.0
Compt. cour. Trésor.....	193.5	290.8	388.1	382.6	70.5
— partic.....	614.6	646.9	657.4	947.6	2.382.2
Taux d'escompte.....	3 0/0	3 0/0	4 0/0	4 1/2	5 0/0
Prime de l'or.....	pair	pair	pair	pair	pair

## GRANDE-BRETAGNE

**Bilan de la Banque d'Angleterre.** — Dans notre dernier numéro, nous avons publié les chiffres du bilan de la Banque d'Angleterre au 27 janvier. Ce

bilan, comparé à celui de la précédente semaine, fait ressortir les différences suivantes :

**Augmentations :** dépôts publics, 9.805.000 liv. st. ; traites à 7 jours, 3.000 liv. st. ; solde en excédent, 19.000 liv. st. ; garanties en valeurs d'Etat, 3.256.000 liv. st.

**Diminutions :** or monnayé et en lingots (y compris les espèces en réserve), 754.000 liv. st. ; dépôts privés, 8.691.000 liv. st. ; autres garanties (portefeuille et avances), 1.428.000 liv. st. ; réserve de billets, 729.000 liv. st. ; circulation, 62.000 liv. st.

La réserve disponible, espèces et billets, s'élevait à 52.912.000 liv. st. ; elle était de 32.06 % des engagements, contre 32.74 % le 20 janvier.

Comme les semaines précédentes, il a été prélevé sur les réserves métalliques, pour doter le fonds de remboursement des « Currency Notes », un million de liv. st., ce qui porte à 810.000 liv. st. les sorties d'or. Le chiffre de la diminution nette, pour la semaine, des espèces monnayées ou en lingots étant de 755.000 liv. st., il s'en suivrait que 55.000 liv. st. seraient rentrées de la circulation à la Banque d'Angleterre. Au total, les espèces servant de garantie à l'ensemble de l'émission s'élèvent à 91.666.000 liv. st., contre une émission de « bank notes » et une circulation de « Currency Notes » de 122.212.000 liv. st., soit une proportion de 75 %.

Dans la semaine, la circulation de billets de la Banque d'Angleterre a diminué de 62.000 liv. st. ; passant de 34.768.000 à 34.706.000 liv. st.

Le trait caractéristique du bilan du 27 janvier est le mouvement des *dépôts publics* et des *dépôts privés*, lequel s'est produit en sens inverse de celui de la précédente semaine. Les dépôts publics qui, dans la semaine finissant le 20 janvier, s'élevaient à 38 millions de liv. st., ont augmenté de plus de 9 millions de liv. st., et s'élevaient, au 27 janvier, à 47 millions de liv. st. Par contre, les dépôts privés ont subi une diminution de plus de 8 millions de liv. st., passant de 126 millions à 118 millions de liv. st. au 27 janvier.

Ces mouvements s'expliquent par ce fait que les recettes provenant de l'emprunt de guerre et d'autres sources de revenus, en partie compensées par les débours du gouvernement, ont augmenté au cours de la semaine. Par contre, les versements sur l'emprunt se sont effectués en partie aux dépens des dépôts privés, la Banque d'Angleterre centralisant les disponibilités non employées. Le chiffre considérable des dépôts privés reste l'indice d'une certaine paralysie dans les affaires. L'emploi des capitaux reste difficile et l'argent exceptionnellement bon marché.

Les « autres valeurs » (portefeuille et avances) ont diminué de près de 1 1/2 millions de liv. st. au cours de la semaine finissant le 27 janvier et passent de 110 millions à 108 1/2 millions de liv. st. Cette diminution est imputable au remboursement de certaines avances qui avaient été consenties à des commerçants. Cette influence s'est, elle aussi, répercutée pour une part sur les dépôts privés.

Au 27 janvier, la situation des *Currency Notes* était la suivante : émission totale depuis le début, 76.663.000 liv. st. ; billets retirés et annulés, 41 millions 254.000 liv. st. ; circulation nette, 35.409.000 liv. st. Cette circulation est couverte par une réserve d'or de 22.500.000 liv. st. ; par des effets publics, pour 11.923.545 liv. st., et par le solde du gouvernement à la Banque, en suite des remboursements opérés par les établissements ayant reçu des avances, 831.597 liv. st. Les Joint Stock Banks restent seules débitrices pour une somme de 154.000 livres sterling.

**Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque d'Angleterre (Milliers de livres sterling)**

Dates	Or monnayé et lingots	Circulation	Dépôts	Portefeuille avances et effets publics	Réserve	Rapport de la réserve aux engagements	Taux de l'escompte
6 août....	27.622	36.105	68.249	76.893	9.967	14.60	6 %
9 déc....	71.453	35.750	165.906	129.559	54.151	32.64	5 %
16 — ...	72.414	35.591	165.904	128.451	55.272	33.31	»
23 — ...	70.378	36.220	152.865	118.100	52.608	34.41	»
30 — ...	69.493	36.139	154.988	121.044	51.803	33.41	»
6 janv....	68.848	35.877	157.157	123.732	51.422	32.72	»
13 — ...	69.361	35.173	160.888	126.289	52.636	32.71	»
20 — ...	69.921	34.768	163.873	128.333	53.608	32.74	»
27 — ...	69.166	34.705	164.987	130.161	52.912	32.06	»

**Les Banques anglaises en France.** — Nous avons des raisons de croire que la *London City and Midland Bank* ouvrira, avant longtemps, un bureau en France. Cette Banque, on se le rappelle, a été la première des banques du Clearing à faire d'importantes opérations de change étranger, et l'on était surpris qu'elle ne se fût pas établie plus tôt en France. Les autres banques qui l'ont fait s'en sont, croit-on, bien trouvées et il n'est point douteux que le chiffre d'affaires croissant de la *London City and Midland Bank* l'oblige à suivre cet exemple. Elle adoptera, croyons-nous, la même manière de procéder que les autres banques qui se sont installées en France et constituera une Société distincte pour ses opérations françaises. Cela, en effet, évite les difficultés qui résulteraient autrement des exigences de la loi française. Il est à mentionner que MM. Cox and Co (Ltd), les banquiers bien connus de l'armée, ont aussi constitué une Société pour faire des opérations en France.

**ALLEMAGNE**

**Banque Impériale d'Allemagne.** — Le bilan de la Banque Impériale d'Allemagne au 30 janvier accuse, sur celui du 23 janvier, les variations suivantes :

	23 janvier	30 janvier	Comparaison
(En millions de marks)			
Encaisse or.....	2.145	2.164	+ 19
— argent.....	52	50	- 2
Billets de l'Empire et bons des Caisses de prêts.....	324	265	- 59
Portefeuille d'es-compte.....	3.720	3.784	+ 64
Avances.....	41	42	+ 1
Portefeuille titres....	16	16	»
Circulation.....	4.484	4.659	+ 175
Dépôts.....	1.625	1.453	- 172

**Statistique relative aux divers chapitres du bilan de la Banque Impériale d'Allemagne (Millions de marks).**

Dates	Encaisse		Billets de l'Empire(1)	Circulation	Comptes courants et dépôts	Portefeuille	Avances	Taux de l'escompte
	Or	Argent						
31 juillet.	1.253	275	33	2.909	1.258	2.081	202	5 %
7 août ..	1.478	118	97	3.897	1.879	3.737	226	6 %
7 déc....	2.019	42	691	4.280	1.485	3.086	45	»
15 — ...	2.052	45	628	4.275	1.714	3.071	64	»
23 — ...	2.085	31	754	4.432	2.055	3.656	47	5 %
31 — ...	2.093	37	875	5.046	1.757	3.937	28	»
7 janv....	2.112	42	547	4.779	1.630	3.802	64	»
13 — ...	2.130	47	414	4.592	1.642	3.770	39	»
23 — ...	2.145	52	324	4.484	1.625	3.720	41	»
30 — ...	2.164	50	265	4.659	1.453	3.784	42	»

(1) Depuis le 7 août, les bons des Caisses de prêts (Darlehenskassenscheine) sont compris au bilan avec les billets de l'Empire (Reichskassenscheine).

**La récolte de 1915 en Allemagne.** — *L'Economist* de Londres publie sur la future récolte allemande de 1915 des prévisions qui intéresseront nos lecteurs :

« Il y a des raisons de croire que la récolte de 1915 donnera des résultats moins satisfaisants que ceux qui ont été obtenus l'automne dernier. La province de Prusse Orientale, qui produisait en 1913 environ 1 million de tonnes de céréales, a été complètement dévastée. On a élaboré un important projet de relèvement en faveur de cette malheureuse province ; mais il faudra des années avant qu'elle ne regagne le niveau de sa prospérité antérieure. Pratiquement, il ne reste plus de bétail ni de grains en Prusse Orientale ; bien plus, une grande partie de la population a quitté définitivement le pays. Interrogé par le Comité de secours sur le nombre des réfugiés qui retourneraient dans leur pays après la guerre, le président Von Batocki a répondu qu'il faut s'attendre à une perte de 200.000 à 300.000 habitants.

« Une déclaration significative a été faite à une réunion tenue à Berlin le 18 septembre 1914 par les représentants du commerce des engrais chimiques. Le Comité déplorait cette circonstance que la quantité des engrais chimiques vendus depuis la récolte n'atteignait qu'un quart de la vente de l'an dernier. Si l'on considère que la récolte est en proportion directe de la quantité des engrais utilisés, en admettant même que les autres conditions ne soient pas modifiées, il est probable que les résultats de 1915 donneront une grande déception, d'autant plus qu'il est maintenant impossible d'acheter en Allemagne des engrais chimiques. Le nitrate du Chili a disparu du marché, tous les approvisionnements de ce produit étant réservés pour la fabrication des explosifs. Il peut être remplacé par le sulfate d'ammonium ; mais les prix de cette substance ont continué à s'élever au point que le gouvernement, le 14 décembre dernier, s'est vu obligé de fixer un prix maximum (275 marks par tonne d'un composé donnant 25,5 % d'ammonium pour la région à l'ouest de l'Elbe, et 280 marks pour la région à l'est du fleuve).

« La condition essentielle pour obtenir une récolte favorable est une main-d'œuvre abondante et à bon marché. La dernière réserve d'hommes non exercés (Landsturm) a été appelée, et en outre des centaines de milliers de volontaires ont été envoyés sur le front. Une sérieuse pénurie de contremaîtres et d'ouvriers expérimentés se fait sentir dans l'industrie allemande, malgré la stagnation actuelle. Cet état de choses est confirmé par une communication publiée le 19 décembre 1914 dans l'organe officiel du gouvernement de Berlin, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, relative à des congés ne dépassant pas 2 à 3 semaines à accorder aux hommes de la Landwehr, de la réserve et de la Landsturm. « Mais il ne convient pas d'oublier qu'il est tout à fait inadmissible et contraire à l'esprit de notre « système militaire d'exempter tous les membres « de certaines classes, tels que, par exemple, les « directeurs et contremaîtres d'entreprises agricoles, les meuniers, etc.... Des congés ne doivent « être accordés aux hommes déjà enrôlés que lorsqu'il n'y a pas d'autre moyen de faire face aux « difficultés. »

« La viande est certainement plus chère en Allemagne qu'au commencement de la guerre, mais il serait contraire à la vérité de parler de prix de famine ; ceux-ci n'apparaîtront que lorsque l'approvisionnement en céréales sera presque épuisé. Les œufs, dont l'Allemagne a importé de Russie seulement, en 1913, la valeur de 80 millions 338 marks, coûtent aujourd'hui environ deux à trois fois plus que l'année dernière, suivant la qualité. Le prix du beurre a progressé sur le marché de Berlin de 127 marks (50 kilog.) le 23 septembre à 165 marks le 12 décembre. Le poisson de mer frais a disparu du marché et les harengs séchés ou salés sont très rares. »

**Les difficultés financières de l'Allemagne.** — Sous ce titre, le *Mining Journal* écrit ce qui suit :

« Ces temps derniers, la chasse à l'or a été particulièrement acharnée en Allemagne. Si l'on suppose que le gouvernement impérial a pu s'emparer de la moitié de l'or en circulation (dont le montant est fixé au chiffre, d'ailleurs hypothétique, d'un milliard et demi de francs), la réserve en or de la Reichsbank serait d'environ 3 milliards 315 millions, contre une circulation de billets représentant un chiffre de 5 milliards 525 millions.

« En admettant que le gouvernement allemand puisse vendre à l'étranger des titres, dans la même proportion qu'antérieurement, on calcule qu'il aura besoin, si les dépenses courantes ne sont couvertes que par l'émission de nouveaux billets, d'environ 6 milliards de francs de billets nouveaux par trimestre, de sorte qu'à la fin du mois de juin prochain, le total des émissions de billets s'élèverait à 17 milliards.

« Déjà l'argent allemand subit une nouvelle dépréciation. Le résultat d'une telle augmentation du papier-monnaie et l'écart qui existerait entre ce papier et la réserve d'or serait certainement d'un effet considérable sur le crédit du gouvernement. »

Amsterdam, 2 février.

Suivant le correspondant du *Haasbode* à Oldenzaal, on a annoncé, dans la province de Bentheim, que dans le but d'augmenter la réserve d'or de la Reichsbank, la Banque estampillera toutes les pièces d'or. Les pièces qui n'auraient pas été estampillées ne pourront être échangées, après la guerre, qu'avec de grands rabais.

Le *Handelsblad* apprend que plus de 5 millions de livres sterling de bons du Trésor prussien ont été émis ces jours derniers et cédés à un syndicat de banques allemandes.

**Le nouvel emprunt de guerre.** — D'après la *Gazette de Francfort*, le nouvel emprunt de 5 milliards de marks, approuvé par le Reichstag, sera émis dans le courant du mois de mars. « Le peuple allemand, dit ce journal, y souscrita avec le même empressement et la même bonne volonté qu'à l'emprunt de 4 1/2 milliards, en septembre dernier, et qu'aux Bons du Trésor. Il est seulement à souhaiter que les nombreuses Sociétés par actions, qui ne l'ont pas encore fait, publient le plus tôt possible leurs bilans et fixent leurs dividendes pour l'année écoulée. Les capitalistes sauront ainsi à quoi s'en tenir sur les sommes dont ils peuvent disposer en faveur du nouvel emprunt de guerre. »

« Quels que soient les désirs de la *Gazette de Francfort*, il est à prévoir que les actionnaires des Sociétés allemandes par actions figureront en petit nombre sur la liste des souscripteurs du prochain emprunt, car ils ont déjà été mis à contribution forcée pour l'emprunt de septembre dernier, et il est probable que les dividendes qu'ils recevront pour l'exercice 1914 seront de mince importance.

**Projets financiers au Wurtemberg.** — Le gouvernement de Wurtemberg vient d'être autorisé par le Landtag à émettre, d'avril à juillet, des Bons du Trésor et des effets pour une somme totale qui ne doit pas dépasser 50 millions. Six millions de marks seront employés aux dépenses résultant de la guerre : allocations aux institutions de secours en faveur des familles nécessiteuses, participation aux travaux publics les plus urgents, etc. Le gouvernement est autorisé à participer pour 600.000 marks à la Société de guerre des céréales. Il est autorisé, d'autre part, à verser 1 million à la Société de guerre de crédit wurtembourgeoise, à Stuttgart.

**Le prochain monopole des métaux industriels.** — D'après une dépêche de Rotterdam, les journaux allemands publient un avis officiel prescrivant que tous les stocks de cuivre, d'étain, d'aluminium, de

nickel, d'antimoine et de plomb doivent être réservés pour le service de l'armée.

Le docteur Schuster, secrétaire du Verein Deutscher Eisenhüttenleute, parlant à l'assemblée générale du syndicat des métallurgistes allemands, réunie à Düsseldorf, a passé en revue le mouvement industriel dans la partie envahie du territoire français et les pertes subies par la France, plus particulièrement en ce qui concerne les industries du fer et de l'acier dans la région occupée.

M. Schuster propose d'étendre la réquisition du cuivre aux territoires de Belgique et de France occupés.

« Si nos stocks de cuivre s'épuisent, a-t-il dit, il faut que nous prenions du cuivre partout où il y en a. Dans les parties conquises de Belgique et de France, nous saisissons tous les objets en cuivre, fils électriques, robinetterie à vapeur, le cuivre des machines, ustensiles de cuisine, fourneaux, poêles, le matériel en cuivre des raffineries de sucre, des hauts fourneaux, les pompes à vapeur, les machines à vapeur, les usines de sucre, etc. »

« Si nous pouvions recueillir les millions de tonnes de cuivre employé ces dernières années, nous pourrions tenir encore pendant une trentaine d'années au moins, surtout si nous employons tous les monuments et statues de bronze et les objets en cuivre des églises. »

Il se conclut que la date du 10 février, le gouvernement allemand mettra sous séquestre tout ce que le pays renferme de cuivre, étain, nickel, aluminium, antimoine, plomb durci, comme matières premières ou travaillées, ainsi que les alliages.

On télégraphie cependant de Copenhague au Temps :

« Hambourg est absolument morte ; il n'y a pas de commerce ; la Chambre de Commerce invite par affiches partout les habitants de la ville à acheter comme d'habitude, car autrement le commerce sera paralysé ; ces pan de voir patriotique d'acheter. »

« Les prix à Hambourg ont considérablement augmenté, spécialement ceux des métaux. Par exemple, le cuivre est monté de 100 à 220 marks les 100 kilos, l'antimoine de 100 à 500 marks, l'antimoine de 45 à 200 marks et le nickel de 325 à 600 marks. Mais le cuivre existe plus dans le commerce et le marché a fixé au minimum le prix des autres métaux pour éviter la spéculation. »

Les habitants de Hambourg depuis un jour sont inquiets. — Le *Walden-Land* du 22 janvier publie un bon coup de tête pour démontrer que le commerce extérieur de l'Allemagne, grâce aux votes et moyens qui ont été trouvés par les négociants de Hambourg pour maintenir leurs relations commerciales avec l'étranger, n'a pas trop souffert de la guerre.

« Les étrangers qui viennent à Hambourg — dit le journal allemand — ne peuvent pas s'imaginer que cette ville, qui vivait en dehors de son commerce maritime, puisse encore avoir une position normale. Il en est cependant ainsi, parce que les commerçants hambourgeois, dont l'activité est le principal élément de la vie de l'Angleterre, ont pris des mesures si habiles qu'ils ont évité de tomber dans une faillite importante et se sont encore enrichis. »

« Il se sont assurés une participation importante à la distribution des armées, ce qui procure du travail aux grandes manufactures de cuir et de caoutchouc. Ils ont fait de Hambourg le point principal pour le commerce avec le Danemark, la Suède et la Norvège et ont gagné de ce fait de quoi leur donner de l'argent pour ces pays. »

« A côté de cette importation, qui va sans cesse en augmentant, on a trouvé de nouveaux moyens de la vie à l'exportation. Les communications avec les pays d'outre-mer, qui se trouvaient interrompues, ont été rétablies par des voies nouvelles, et

les communications restées en suspens ont pu ainsi être exécutées. »

« Il n'y a de difficultés que pour les transactions monétaires qui, jusqu'à la déclaration de guerre, se faisaient toujours par Londres. Certaines maisons solides ont pu créer un nouveau mode de paiement au moyen d'un transfert de traites, et elles préparent ainsi le moment où le monopole de la livre sterling disparaîtra pour toujours. »

« Telle est la situation à Hambourg, et nulle part ailleurs elle ne peut être pire, car le commerce par terre a moins de difficultés à surmonter que le commerce par mer. »

Il y a évidemment beaucoup de vantardise dans ces affirmations, mais il y a cependant quelques faits — notamment en ce qui concerne le commerce qui se pratique actuellement entre Hambourg, le Danemark, la Suède et la Norvège — qu'il convient de retenir, car le ravitaillement de l'Allemagne ne peut s'effectuer que par la contrebande de guerre.

Les nations alliées sont ainsi prévenues des fautes que leur marine de guerre doit éviter au plus vite.

AUTRICHE-HONGRIE

Mesures économiques en Autriche-Hongrie. — Le président du conseil, comte Stürgky, a reçu, le 26 janvier, à Vienne, en présence des ministres de l'Intérieur, du Commerce et de l'Agriculture, une délégation de trois groupes de la Chambre des Seigneurs. Le président déclara que l'approvisionnement de l'armée est de la population constituait le souci le plus pressant du gouvernement. Le gouvernement se préoccupait de protéger la vie économique du pays contre les conséquences de la guerre. Il s'efforçait de maintenir les mesures prises dans ce but à l'étranger, sans se laisser troubler, à l'interieur, par les mesures de l'étranger. La plupart des mesures à prendre pour sauvegarder les provisions nécessaires à l'existence du peuple et en assurer le partage dans toute l'étendue de l'empire austro-hongrois, exigeaient l'approbation du gouvernement hongrois. Au sujet de la création d'une Société d'achat des céréales, les négociations engagées à ce sujet sont en bonne voie. En ce qui concerne le droit de réquisition, le gouvernement s'efforcera de passer sans se servir au profit de cette Société.

Le ministre du Commerce Schuster déclara que le gouvernement s'efforçait de fabriquer du pain sans être gêné par la pénurie de blé ; il sera interdit d'employer dans la panification des farines supérieures sans être mélangées ; de plus, de nouvelles restrictions seront apportées à la fabrication du pain de luxe.

Le dividende de la « Banque d'Autriche-Hongrie ». — Le conseil général de la Banque d'Autriche-Hongrie a, dans sa séance du 22 janvier, fixé le dividende pour l'année 1914 à 1168 couronnes pour les actions de valeur nominale de 11400 couronnes (soit 7,714 %), au lieu de 1129,10 couronnes (soit 7,22 %) en 1913.

De 1907 à 1913, les dividendes ont été successivement de 1107,40 ; 992,90 ; 831,40 ; 990,90 ; 1104,40 ; 1129,10 couronnes.

Nous devons faire remarquer que depuis le commencement de la guerre, la Banque d'Autriche-Hongrie n'a plus publié de situation ; il est donc impossible de savoir dans quelle mesure elle est venue en aide au commerce austro-hongrois, ou sous quelle forme elle l'a fait au gouvernement impérial pour lui faire passer les dépenses de la guerre.

ROUMANIE

L'emprunt roumain. — Un emprunt de cinq millions de livres va être proposé par le gouvernement anglais à la Roumanie. Voici les explications que donne le *Times* à ce sujet :

« En principe, la question d'aider la Roumanie

par un emprunt fut résolue il y a quelques semaines. Le projet n'a rencontré aucune objection, quelle qu'elle soit, de la part du gouvernement anglais, qui indubitablement aurait été disposé à prêter une plus forte somme que cinq millions de livres si la Roumanie en avait eu besoin.

« Il est bien entendu qu'en acceptant cet emprunt, la Roumanie s'engage à ne pas employer l'argent ainsi avancé, directement ou indirectement, contre la Grande-Bretagne ou les alliés. »

« La nécessité de cet emprunt est venue principalement des difficultés auxquelles donne lieu la question du change, qui est actuellement défavorable à la Roumanie dans ses relations avec les pays qui sont en mesure de lui fournir les approvisionnements et le matériel militaires nécessaires pour toutes les éventualités. »

« L'emprunt prendra la forme d'une avance faite par la Banque d'Angleterre, en échange de bons du Trésor roumain. »

Cette avance à la Roumanie revêt le caractère d'un emprunt d'armement, tout comme le dernier. Jusqu'à présent, on ne connaît pas le taux d'intérêt que paiera la Roumanie au gouvernement de la Grande-Bretagne.

Le dernier emprunt émis à Londres à 91 rapportait 4 1/2 % et le cours à la fermeture de la Bourse en juillet était de 92.

La production du pétrole. — Le ministère du Commerce et de l'Industrie de Roumanie a publié une nouvelle statistique très documentée sur la production du pétrole en Roumanie. Il ressort de cette statistique, qui a été dressée pour 7 ans (1906 à 1913) que ce pays, qui occupait comme producteur la quatrième place en 1911, s'est classé troisième en 1912, avec une production annuelle de 1.806.900 tonnes, c'est-à-dire supérieure à celle des Indes orientales, qui n'a été que de 1.520.000 tonnes.

Si l'on compare la production de ces sept dernières années avec celle du monde entier, on constate une progression de 103 % pour la première et une augmentation de 61,6 % pour la seconde.

Les terrains de l'Etat roumain ont produit en ces sept ans 7.606 tonnes, soit 10,63 % du rendement total du pays, et les terrains des particuliers ont donné 1.696.686 t., soit 89,37 % de la production totale.

Le district le plus productif est celui de Prahova : 1.719.943 t. en 1912-13. Celui de Buzau a produit 100.115 t., celui de Dambovitza 50.371 t. et celui de Bacau 28.121 t. Le district de Prahova figure donc pour 90,5 % de la production totale du pays en 1912-1913.

La valeur de celle-ci se chiffrait par 81.337.127 francs contre 33.137.622 fr. en 1906-1907.

TURQUIE

Les finances ottomanes dirigées par les Allemands. — Sous l'influence des banquiers allemands qui, actuellement, commandent en maîtres à Constantinople, le gouvernement turc a mis la main sur l'actif de la Banque Impériale Ottomane, imitant ainsi l'exemple que le gouvernement du Kaiser lui a donné en Belgique ; et il est intéressant de montrer avec quel tranquille cynisme les journaux de Berlin s'expriment sur cette spoliation.

Voici, en effet, la traduction d'une correspondance que le *Berliner Tageblatt* du 21 janvier a reçue de son correspondant de Constantinople :

« Le 11 janvier, le gouvernement turc a demandé à la Chambre un crédit extraordinaire de 10 millions de livres, pour les besoins de la guerre. Comme les autres Etats, la Turquie doit se préparer financièrement à une guerre de longue durée. On ne doit pas cependant envisager sa situation, à cet égard, sous le même angle que celle des

autres Etats. La Turquie peut poursuivre la guerre très longtemps avec des sommes relativement peu importantes. Ses dépenses, par mois, ne dépasseront pas quelques centaines de mille de livres. On s'occupe actuellement d'y faire face, et sans parler de l'aide que l'Allemagne assure à ses alliés, ce serait proprement le devoir de la Banque d'Etat de Turquie, la Banque Impériale Ottomane, de prêter au pays où elle a toujours fait ses affaires avec bénéfice, sinon avec succès, le secours de sa réserve d'or. Mais on sait que les fondateurs de cette Banque sont à Paris et à Londres, et l'on comprend, par suite que, ces dernières semaines, dans le magnifique palais de cet Institut, les intérêts politiques et financiers se soient assez durement heurtés. »

« Au commencement de la guerre entre les puissances, dès le mois d'août 1914, la Turquie a été obligée d'édictar, de même que les autres Etats, un certain nombre de mesures en vue de protéger sa vie économique ; notamment la promulgation d'un moratorium qui, tout récemment, a été prolongé jusqu'au 15 avril 1915, et l'introduction du cours forcé du papier-monnaie turc, dont le privilège d'émission appartient à la Banque Impériale. »

« A la tête de cet Institut, se trouvent le directeur général, M. Nias, un Anglais, et le directeur adjoint, M. Steeg, un Français. Mais la direction est proprement entre les mains de deux comités, dont l'un a son siège à Londres et l'autre à Paris, et qui sont les mandataires de l'assemblée générale. Conformément aux traités qui régissent son privilège d'émission, la Banque est obligée d'avoir une couverture équivalente à un tiers au moins du papier-monnaie émis. Jusqu'au commencement de la guerre entre les puissances, la Banque a pu mettre en circulation pour 2 millions de livres turques de papier-monnaie. »

« Plus tard, elle a reçu l'autorisation d'émettre une nouvelle quantité de 700.000 livres et ensuite de porter l'émission totale à 4 millions liv. t., avec une réserve d'or correspondant au tiers des billets émis. Grâce au cours forcé, la Banque put poursuivre ses paiements sans difficulté. De son côté, le gouvernement turc put sauver un dépôt de 700.000 livres qu'il avait à Londres, la Banque devait, en effet, s'engager à payer à Londres, pour l'Empire, cette somme destinée à la construction du *Reschadieh* dans les chantiers d'Armstrong. »

« La Banque est également tenue, en retour de ses privilèges, d'accorder au gouvernement turc un compte courant de 1 million 1/2 de livres aux intérêts annuels de 6 0/0. Lorsque la Turquie entra en guerre, à son tour, le gouvernement ottoman proposa à la Banque d'élever ce compte courant à 2 millions, moyennant certaines garanties, et d'émettre des billets en conséquence. »

« La principale garantie devait consister en ce que le cours forcé ne serait pas levé avant le remboursement de ce crédit de 2 millions. MM. Nias et Steeg ne crurent pas devoir accepter cette proposition. Ils déclarèrent qu'ils devaient consulter le comité. M. Steeg vint à Paris, consulta le comité et revint les mains vides. Le projet fut abandonné et, comme on sait, le gouvernement français a dû avertir les directeurs de la Banque à Paris, que tout membre du comité qui, en acceptant de tels projets, prêterait un concours financier aux Turcs, dans les circonstances actuelles, serait traduit devant un conseil de guerre. »

« Mais le gouvernement turc se fâcha. Le fait que les directeurs de cette Banque d'Etat devaient siéger à Paris et à Londres, devenait manifestement intolérable. On émit l'idée de soumettre la Banque à une administration ottomane, ou encore de créer une nouvelle Banque d'Etat. Le gouvernement demanda par lettre, à MM. Nias et Steeg, de se retirer et de nommer des directeurs turcs. Mais MM. Nias et Steeg expliquèrent que cela,

encore, ne pouvait être décidé qu'à Paris; eux-mêmes continueraient à rester à leurs postes jusqu'à ce qu'on les en éloigne par la force.

« Le gouvernement turc a fait preuve, cette fois encore, d'une sage modération. Par considération pour les créanciers et le crédit de la Banque, qui aurait sans doute souffert de l'expulsion forcée de ses directeurs, il a reculé devant un tel acte, et après quelques pourparlers, il s'est résolu à ne pas nommer provisoirement de nouveaux directeurs, mais à confier le soin des affaires de la Banque à trois fonctionnaires turcs de cet Institut: un Levantin, M. Cartali, un Syrien, M. Hanemoglu, et un Arménien catholique, M. Kerestédjian.

« Avec tout cela, la question de savoir avec quels moyens financiers on pourra poursuivre la guerre n'est pas encore résolue. Mais cette question n'est pas trop pressante, parce qu'on fait provisoirement face à de nombreuses dépenses au moyen de bons de réquisitions et, d'autre part, parce que les coupons ne sont pas payés dans les pays ennemis.

« L'ancien ministre des finances, Djavid Bey, et le banquier allemand bien connu, von Wassermann, termineront l'examen annoncé des disponibilités de la Banque Ottomane. Ensuite, la situation de la Banque devra être examinée purement et simplement, d'après l'actif et le passif en Turquie.

« On a sans doute bien fait de ne pas trop effrayer les créanciers de la Banque et de ne pas déprécier le papier-monnaie circulant dans le pays; et l'on doit être convaincu que les financiers et les techniciens turcs et allemands travailleront en commun à établir un Institut servant véritablement les intérêts turcs(?) et à permettre aux finances ottomanes de surmonter toutes les difficultés de la guerre, jusqu'au succès final! »

Pauvre Banque Ottomane! Dans quel état les comités de Paris et de Londres la trouveront-ils après la défaite turco-austro-allemande?

#### ETATS-UNIS

**Les intrigues allemandes aux Etats-Unis.** — Le gouvernement impérial allemand met tout en œuvre pour créer, aux Etats-Unis, des difficultés aux nations alliées. Une très intéressante correspondance de New-York, publiée par la revue anglaise *The Field*, nous donne à ce sujet des détails circonstanciés qui méritent d'être connus des Français. Voici le texte de cette correspondance:

« L'opinion publique, aux Etats-Unis, était au début de la guerre presque entièrement favorable aux alliés. Les efforts de l'Angleterre pour maintenir la paix, la violation de la neutralité belge, la haine du militarisme et de l'autocratie, tout nuisait à la cause de l'empereur. Puis, vinrent l'incendie de Louvain, l'orgie de destruction et de carnage, le bombardement de la cathédrale de Reims, et l'on ne trouvait plus, au début de septembre, un seul Américain qui, à moins d'être de sang allemand, n'eût pris parti pour les alliés. Beaucoup, même, de germano-américains escomptaient complaisamment l'humiliation du militarisme prussien. Les journaux de quelque importance étaient tous favorables aux alliés; le ton de leurs articles restait, il est vrai, très modéré, à cause des recommandations de stricte neutralité répétées par le président Wilson et, aussi, parce qu'on sentait que rien n'eût été plus facile, en excitant le sentiment public, que de précipiter l'Amérique dans le conflit. C'est la crainte de cette dernière éventualité qui décida le gouvernement et la presse à réagir contre les tendances anti-allemandes et à donner à l'Allemagne toutes facilités pour défendre sa cause.

« L'Allemagne s'empressa de profiter de ces dispositions et organisa sa propagande avec une telle habileté qu'à l'heure actuelle, bien que la sympa-

thie pour la Belgique reste très vive, l'opinion publique est, par contre, très divisée au sujet des causes profondes qui ont amené la guerre et des responsabilités respectives des belligérants. L'Allemagne a, en outre, réussi, en suscitant certains incidents, à provoquer un certain conflit d'intérêts entre les Etats-Unis et l'Angleterre. On verra ci-après les moyens employés par l'Allemagne pour obtenir de tels résultats.

« Dès le mois d'août, l'empereur envoya Herr Dernburg, son ex-ministre des colonies, à New-York, pour y entreprendre une campagne d'opinion. Le D<sup>r</sup> Dernburg eut d'abord à lutter contre les effets déplorablement des maladroites commises par le comte Bernstorff, ambassadeur d'Allemagne à Washington. Celui-ci s'était complètement discrédité en publiant chaque jour de fausses nouvelles de victoires allemandes, en même temps que des injonctions au peuple américain d'avoir à prendre parti pour l'Allemagne. Ayant eu pour premier soin de réduire von Bernstorff au silence, le D<sup>r</sup> Dernburg se mit en devoir d'organiser méthodiquement la plus savante campagne d'opinion qu'on ait jamais vue.

« Le D<sup>r</sup> Dernburg établit son quartier général dans les bureaux de la *Hamburg-Amerika-Linie* et s'assura de tout le personnel de cette Compagnie qui possède dans les quarante-huit Etats des ramifications plus étendues que celles de toutes les autres Compagnies de navigation réunies. Les bureaux du *Staats-Zeitung* fournirent un autre centre d'opérations. Ce journal, le plus important des organes allemands aux Etats-Unis, a un très fort tirage et une armée de correspondants disséminés à travers le pays tout entier. Puis le D<sup>r</sup> Dernburg créa un troisième centre d'action en s'adressant à la chambre de commerce allemande aux Etats-Unis, qui a également des correspondants partout où se rencontre une industrie ou un commerçant allemand. Le D<sup>r</sup> Dernburg se mit ainsi en relations avec des milliers d'Allemands riches et considérés qui se firent ses agents dans les diverses régions où ils avaient leurs établissements. A cette heure, dans toute ville de quelque importance, on trouve une agence d'informations allemande travaillant nuit et jour à développer les sympathies allemandes et à attirer la méfiance contre l'Angleterre.

« Les effets d'une telle organisation ne tardèrent pas à se faire sentir dans tous les bureaux de journaux. Des Allemands influents, représentant une grosse clientèle de publicité, allèrent trouver les directeurs des vingt-deux mille journaux et revues des Etats-Unis, et par prières ou menaces, obtinrent l'insertion répétée d'articles à tendances nettement germanophiles dans presque tous les journaux. Aucun journal ne pouvait plus se risquer à publier la moindre note favorable aux alliés sans recevoir le lendemain deux ou trois cents lettres de protestations. Il était clair que tout Allemand obéissait ainsi à la consigne donnée, qui était d'écrire aux journaux. L'effet était d'autant plus certain que, par contre, la majorité des lecteurs restés partisans des alliés prenaient rarement la même peine. Bien entendu, le D<sup>r</sup> Dernburg faisait de son côté tout ce qui était nécessaire pour se concilier l'appui des directeurs et surtout des propriétaires de journaux, et il n'est pas excessif d'évaluer à dix millions de dollars le coût de cette campagne de cinq mois.

« Enfin, le D<sup>r</sup> Dernburg lança deux publications hebdomadaires fort bien rédigées, le *Fatherland* et *The Vital Issue*, dont tous les efforts sont dirigés contre l'Angleterre.

« Un certain nombre de membres du Congrès américain sont d'origine allemande, et M. Barthold, de Missouri, l'un des membres les plus influents de la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, fut chargé de la défense des intérêts allemands au Congrès américain. C'est à lui qu'est due la proposition de toutes

sortes de mesures destinées à aider l'Allemagne et à gêner les alliés, telles que, par exemple, l'interdiction d'exporter tout matériel de guerre, effets d'habillement et denrées alimentaires à destination des pays belligérants. Toutefois, cette campagne dans l'enceinte du Congrès est peu de chose en comparaison de ce qui se passe dans le département du Trésor.

« Les deux mesures législatives les plus importantes de l'administration du président Wilson sont le « Tarif bill » et la nouvelle loi militaire dite « Federal Reserve Act ». Cette dernière a bouleversé tout le système financier des Etats-Unis en enlevant à *Wall Street* la direction du marché monétaire pour la remettre au département du Trésor. Aucun membre du gouvernement ne paraissant doué de capacités financières suffisantes pour assumer les lourdes responsabilités ainsi dévolues au Trésor, on suggéra au président Wilson de s'assurer les services d'un homme qui passe pour le plus habile financier des Etats-Unis, M. Paul M. Warburg, de la maison Kuhn, Loeb et C<sup>o</sup>. M. Warburg est d'origine allemande et a l'habitude de faire chaque année un séjour en Allemagne; il passe pour avoir été l'un des conseillers financiers de l'empereur dont il aurait dirigé les placements en valeurs américaines.

« M. Warburg, dont la part dans les bénéfices de la maison Kuhn, Loeb et C<sup>o</sup> se montait à plus d'un million de dollars par an, a consenti, moyennant un traitement insignifiant, à renoncer à s'occuper de ses affaires personnelles, afin de consacrer tous ses efforts à l'administration du *Federal Reserve Board*. M. Warburg, qui jouit de la confiance absolue du président Wilson, est actuellement le conseiller financier du gouvernement américain. Sa compétence en matière financière et sa forte personnalité lui confèrent un pouvoir supérieur à celui du ministre des finances lui-même. On le consulte sur tous les points et ses volontés s'accomplissent. On lui attribue les changements apportés aux règlements de la trésorerie et, aussi, certaines mesures relatives à l'exportation qui, comme l'a indiqué Sir Edward Grey dans sa réponse à la note américaine, tendent à rendre plus difficile la découverte de la contrebande. On s'accorde à dire que M. Warburg a collaboré à la rédaction de la note américaine qui fut révisée par le président Wilson lui-même; il est certain, en tous cas, que M. Warburg fut consulté à ce sujet.

« L'achat du steamer *Dacia* appartenant à la « Hamburg Amerika Linie » par un citoyen américain d'origine allemande, qui voudrait utiliser ce navire pour transporter à Brème, sous pavillon américain, une cargaison de coton, est probablement la plus grave des questions actuellement pendantes entre les Etats-Unis et l'Angleterre. M. Warburg se rend compte évidemment qu'il s'agit d'un précédent conduisant à l'achat de toute la flotte de commerce allemande actuellement réfugiée dans les ports américains. C'est aussi pour le D<sup>r</sup> Dernburg une belle occasion d'accuser l'Angleterre de nuire de propos délibéré aux intérêts du commerce américain en empêchant l'exportation de la récolte de coton. »

Le même travail de « conquête de l'opinion publique en faveur de l'Allemagne » a été énergiquement poursuivi en Espagne, en Italie, en Suisse, en Roumanie, en Hollande et dans les pays scandinaves.

Partout le gouvernement impérial a dépensé et dépense encore millions sur millions pour souder la presse, égarer l'opinion publique et impressionner les milieux politiques dans un sens défavorable à la cause des nations alliées.

Quelles seront les conséquences de ces manœuvres? C'est la question que nous devons nous poser dès maintenant.

**Autre intrigue allemande.** — Sous les apparences de la philanthropie, les Allemands d'Amérique veu-

lent sauver leur pays de la famine et lui donner ainsi un puissant moyen de résister à ses ennemis.

A ce propos, le correspondant du *Morning Post* à Berne est informé que la commission constituée aux Etats-Unis pour réapprovisionner l'Allemagne, a définitivement décidé d'envoyer un certain nombre de cargaisons de vivres, à bord de navires américains, comme dons à la population civile allemande, de la part de ses amis allemands d'Amérique.

Malheureusement pour ces bonnes âmes, le gouvernement allemand a lui-même rendu impossible la réalisation de leur projet. L'établissement du monopole des céréales justifie désormais la saisie, comme contrebande certaine, de toutes les cargaisons de denrées alimentaires, quelle que soit la nationalité des navires qui les transportent.

Il faudra donc trouver autre chose.

**Le vase débordera.** — Les Allemands des Etats-Unis commencent à dépasser la mesure, et les vrais Américains en ont assez. *L'Evening Post* le leur déclare sans ambages:

« Les citoyens de ce pays, dit-il, ont parfaitement le droit de s'organiser dans un but charitable et en se laissant guider par des motifs patriotiques. Mais, si une organisation se manifeste nettement en faveur d'un gouvernement étranger, si elle doit avoir pour résultat inévitable de diviser l'ensemble des Américains en deux camps sur une question n'intéressant pas directement ce pays, ceux qui se livrent à une pareille entreprise jouent vraiment avec le feu. Il est absolument impossible de soutenir à la fois l'autocratie allemande et les institutions libérales américaines. »

Cet article, dit une dépêche, reflète exactement l'opinion américaine. Il a produit à New-York la plus vive sensation et fait l'objet de commentaires approbatifs dans les clubs et les milieux politiques.

La tentative faite pour rallier les Etats-Unis à la cause allemande peut être, déclare-t-on, considérée comme mort-née; on rappelle que des élections auront lieu seulement en 1916, et que, dans une lettre, M. Bryan a défini l'attitude du gouvernement des Etats-Unis de façon irrévocable et sans laisser subsister aucune possibilité de reniement de la tradition américaine. L'opinion du gouvernement de la Maison Blanche, ayant été exprimée dans une telle forme par M. Bryan, équivaut à une loi pour la durée de la présidence actuelle.

**Le « Dacia » a quitté les Etats-Unis.** — Un télégramme de Galveston annonce que le paquebot allemand *Dacia*, transféré sous pavillon américain et chargé de coton, a quitté Galveston dimanche, se rendant à Norfolk (Virginie), d'où il fera route pour Rotterdam.

Le correspondant de la *Daily Mail* à New-York annonce que le *Dacia* est chargé de 11.000 balles de coton, valant 4 millions 400.000 francs, d'après le cours de Brème.

Ce départ longtemps différé (le navire avait ses papiers en règle depuis le 22 janvier) ne paraît pas émouvoir beaucoup la presse des Etats-Unis. Tout le monde pense que le *Dacia* sera saisi par la flotte britannique et que l'affaire se dénouera devant une cour des prises.

**Le projet d'achat de navires allemands.** — Le Sénat américain poursuit nuit et jour la discussion du projet de loi d'achat des navires allemands internés dans les ports. Les républicains font à ce bill une vive opposition. Comme le sénateur Root, le sénateur Lodge a déclaré que si les navires internés dans les ports américains étaient achetés par les Etats-Unis, le pays serait plongé dans des complications internationales du caractère le plus grave et se trouverait entraîné dans une guerre, non avec une nation, mais avec quatre.

Au nom du gouvernement, M. Underwood, dans une déclaration très remarquée, a démenti la nou-

velle d'après laquelle l'Angleterre aurait donné l'avis officiel qu'elle considèrerait l'achat des navires allemands ou autrichiens internés, conformément au projet actuellement en discussion devant le Sénat, comme un acte violent la neutralité.

Un amendement au bill tend à l'adoption immédiate d'un crédit de 10 millions de dollars pour l'achat des navires allemands en question, ce qui porte à 40 millions de dollars la dépense totale prévue pour le bill.

Une dépêche de Washington annonce que 9 sénateurs, appartenant au parti démocrate, ont passé dans le camp des républicains pour voter un ordre du jour qui renvoie le projet de loi avec des amendements à la commission sénatoriale du commerce.

Les chefs du parti gouvernemental sont évidemment très inquiets de la tournure que prennent les événements et ils ont conféré à ce sujet avec le président Wilson. On attend des incidents intéressants.

*L'échec du projet de loi est probable.*

Le *Herald* de New-York, dans un éditorial consacré au projet de loi, déclare que ce qui vient de se passer crée une situation ridicule : « Ce que le Sénat devrait faire, écrit-il, ce serait de renvoyer le projet à la commission et de l'oublier ».

## RÉPUBLIQUE ARGENTINE

**La récolte.** — Le Bureau de l'Agriculture et des Pêcheries donne les estimations suivantes des récoltes en Argentine en 1914-15 comparées avec celles de 1913-14 :

	1913-14	1914-15
(Quintaux anglais de 50 kil. 802)		
Froment.....	61.004.000	103.706.000
Seigle.....	1.673.000	925.000
Avoine.....	14.562.000	25.326.000
Lin.....	19.580.000	25.808.000

L'augmentation très sensible de la production du blé pourra avoir un heureux effet sur la balance des paiements extérieurs et faciliter le paiement des intérêts dus à l'Europe. La hausse du fret diminuera certainement les bénéfices que les négociants argentins pourront tirer de cette bonne récolte, mais des ventes importantes ont déjà été faites à de bons prix.

## REVUE DES CHANGES ET CHRONIQUE MONÉTAIRE

### Change de Paris sur (papier court)

Pair	16 juillet	5 janvier	12 janvier	19 janvier	26 janvier	2 février
Londres.....	25.224	25.174	25.10	25.114	25.11	25.124
New-York.....	518.25	516	516.50	519	518.50	518
Espagne.....	500	482.75	497.50	500	491	497.50
Hollande.....	208.30	207.56	209	209	208.50	209
Italie.....	100	99.62	96.50	97	96	95.50
Pétrograd.....	266.67	263	220	220	220	225
Scandinavie...	139	138.25	130	130	130	130
Suisse.....	100	100.03	98.50	98.50	98	97.75

### Valeur en or à Paris de 100 unités-papier de monnaies étrangères

Unités	16 juillet	5 janvier	12 janvier	19 janvier	26 janvier	2 février
Londres.....	100 liv.	99.82	99.52	99.58	99.56	99.61
New-York.....	» dol.	99.56	99.66	100.14	100.04	99.95
Espagne.....	» pes.	96.53	99.50	100	98.20	99.70
Hollande.....	» flor.	99.64	100.33	100.33	100.09	100.33
Italie.....	» lire	99.62	96.50	97	96	95.50
Pétrograd.....	» rbl.	98.62	82.50	82.50	82.50	84.37
Scandinavie...	» cou'	99.46	93.52	93.52	93.52	93.52
Suisse.....	» fr.	100.03	98.50	98.50	98	97.75

### Changes de Londres sur : (chèque)

Pair	16 juillet	5 janvier	12 janvier	19 janvier	26 janvier	2 février
Paris.....	25.224	25.184	25.094	25.12	25.114	25.124
New-York.....	4.863	4.874	4.864	4.854	4.844	4.854
Espagne.....	25.22	25.10	25.35	25.20	25.35	25.18
Hollande.....	12.109	12.125	11.995	12.035	12.05	12.04
Italie.....	25.22	25.268	25.90	25.925	26.20	26.22
Pétrograd.....	94.62	95.80	117 1/2	117	116.50	116
Portugal.....	53.28	46.19	37	35.50	36	35
Scandinavie...	18.25	18.24	19.33	19.32	19.40	19.40
Suisse.....	25.22	25.18	25.50	25.50	25.60	25.65

### Valeurs en or à Londres de 100 unités-papier de monnaies étrangères

Unités	16 juillet	5 janvier	12 janvier	19 janvier	26 janvier	2 février
Paris.....	100 fr.	100.14	100.51	100.41	100.42	100.39
New-York.....	» dol.	99.90	100.08	100.28	100.43	100.23
Espagne.....	» pes.	96.64	99.50	100.09	99.50	100.16
Hollande.....	» flor.	99.87	100.95	100.61	100.50	100.51
Italie.....	» lire	99.82	97.39	97.30	96.26	96.18
Pétrograd.....	» rou.	98.77	80.53	80.87	81.22	81.56
Portugal.....	» mil.	86.69	69.44	66.63	67.57	65.68
Scandinavie...	» cou.	100.85	94.41	94.46	94.07	94.07
Suisse.....	» fr.	100.17	98.91	98.91	98.51	98.33

Un des mouvements les plus intéressants des changes continentaux, depuis le début de la crise, a été l'amélioration du cours de la *peseta espagnole*. A plusieurs reprises elle a retrouvé le pair et elle l'a même parfois dépassé ; après la déclaration de guerre, elle a enregistré une légère prime même sur le franc français et sur le souverain britannique. La cause première de ce changement, ce sont les ventes importantes faites par l'Espagne depuis le début des hostilités et qui l'ont constituée créditrice pour de fortes sommes.

La Banque d'Espagne a été ainsi en mesure de renforcer son encaisse métallique et d'en modifier la composition en remplaçant l'argent par l'or. Actuellement l'or à la Banque est supérieur d'environ 100 millions à ce qu'il était l'an dernier à pareille époque ; l'encaisse argent a légèrement diminué. En 1914, les exportations d'or à destination de l'Espagne et des îles Canaries, se sont élevées à 18.165.000 fr., contre 850.000 francs en 1913 et 436.000 fr. en 1912. Plus de cinq millions de francs ont été envoyés de Londres à Madrid, au mois de décembre dernier.

### Changes sur Londres à : (Cours moyen du mercredi)

	15 juillet	13 janvier	30 janvier	27 janvier	3 février
Valeurs à vue					
Alexandrie.....	97 21/32	97 1/4	97 1/4	97 1/4	97 1/4
Câble transfert					
Bombay.....	1.3 31/32	1.3 7/8	1.3 7/8	1.3 7/8	1.3 7/8
Calcutta.....	1.3 31/32	1.3 7/8	1.3 7/8	1.3 7/8	1.3 7/8
Hong-Kong.....	1.10 5/16	1.9 1/8	1.9 1/8	1.9 1/8	1.9 1/8
Shanghai.....	2.5 3/4	2 2/8	2 3/8	2 3/8	2 2 15/16
Valeurs à 90 jours de vue					
Buenos-Ayres (or)...	47 11/16	49	48 7/8	48 5/8	48 11/16
Montevideo.....	51 3/32	53 1/2	54	53 1/4	53
Rio-de-Jan. (papier)	15 7/8	14 3/16	14	13 23/32	13 11/16
Valparaiso.....	9 3/4	7 1/16	7 3/8	7 5/8	7 11/32

### Cours des changes de New-York sur :

Pair	16 juillet	5 janvier	12 janvier	19 janvier	26 janvier	2 février
Paris.....	5.184	5.167	5.174	5.19	5.184	5.184
Londres.....	4.863	4.874	4.854	4.844	4.847	4.844
Berlin.....	95.37	95.06	87.87	87.12	87.37	87.25
Amsterdam.....	40.14	»	40.31	40.31	40.19	40.25

### Valeur en or à New-York de 100 unités-papier de monnaies étrangères

Unités	16 juillet	5 janvier	12 janvier	19 janvier	26 janvier	2 février
Paris.....	100 fr.	100.27	100.19	99.86	99.90	100
Londres.....	100 liv.	100.19	99.75	99.54	99.61	99.68
Berlin.....	100 mk.	99.67	92.44	91.35	91.61	91.49
Amsterdam.....	100 flor.	»	100.42	100.42	100.12	100.27

### Cours du mark à :

Pair	Valeur en or de 100 mk-papier				
	22 janvier	29 janvier	22 janvier	29 janvier	
Amsterdam.....	59.38 fl. p. % m.	54.20	54.15	91.28	91.19
Italie.....	123.47 lire	117.80	117.92	95.41	95.50
Genève.....	123.47 fr.	114.90	115.20	93.05	93.30

**Dernière heure.** — Au moment de mettre sous presse, nous recevons communication du bilan de la *Banque d'Angleterre* arrêté au 3 février :

Département d'émission	Liv. sterl.
Billets émis.....	84.966.000
Dette de l'Etat.....	11.015.400
Autres garanties.....	7.434.900
Or monnayé et en lingots.....	66.516.000
	84.966.000
Département de Banque	Liv. sterl.
Capital social.....	14.553.000
Dépôts publics (y compris les comptes du Trésor, des Caisses d'épargne des agents de la Dette nationale, etc.)	38.612.000
Dépôts divers.....	123.937.000
Traites à 7 jours et diverses.....	35.000
Solde en excédent.....	3.548.000
	180.685.000
Garanties en valeurs d'Etat.....	21.324.000
Autres garanties.....	108.089.000
Billets en réserve.....	50.139.000
Or et argent monnayés en réserve.....	1.133.000
	180.685.000

Nous nous réservons d'analyser ce bilan la semaine prochaine.

**La production d'or au Transvaal en 1914.** — Les rendements totaux des mines d'or transvaaliennes pour le mois de décembre viennent d'être publiés. Ils ont atteint le montant de 695.137 onces d'or fin, d'une valeur de 2.952.755 livres sterling, contre 715.836 onces d'une valeur de 3.040.677 livres sterling en novembre. La production en décembre 1914 est donc inférieure à celle du mois précédent, mais supérieure cependant à celle de décembre 1913 qui n'avait atteint que 672.815 onces d'une valeur de 2.857.938 livres sterling. L'extraction journalière moyenne, en décembre, s'est élevée à 22.424 onces contre 23.861 onces le mois précédent.

Le rendement de décembre porte à 35.588.075 livres sterling la production totale de l'année 1914, contre 37.358.040 livres sterling en 1913, 38.757.560 livres sterling en 1912, 34.991.620 livres sterling en 1911, 32.002.912 livres sterling en 1910, 30.925.788 livres sterling en 1909.

De ces chiffres il ressort que, de 1909 à 1912, le rendement de l'or au Transvaal a progressé, un moment, jusqu'à près de 39.000.000 livres sterling (975 millions de francs). Pendant le premier semestre de 1913, il paraissait vraisemblable que la production, pour cette année, atteindrait un niveau sensiblement plus élevé, mais la grève des mineurs blancs dans le Rand, pendant l'été, a gravement entravé le travail dans les mines et il en est résulté que l'extraction a eu à souffrir pour une longue période.

En 1914, l'extraction peut être considérée comme bonne. Il est vrai que la comparaison de la production des premiers mois a accusé une infériorité, comparativement à la période correspondante de l'année précédente, mais pendant les mois suivants, elle a été de beaucoup supérieure.

En ce qui regarde la main-d'œuvre indigène, mentionnons que le nombre de noirs employés par les membres de l'« Association du Travail indigène dans le Witwatersrand » et les entrepreneurs

qui ont conclu des contrats avec eux, atteignait, en décembre dernier :

Pour les mines d'or, 164.650 ; pour les mines de charbon, 8.704 ; ensemble, 173.354.

Cette même main-d'œuvre s'établissait ainsi pour les trois mois précédents :

En novembre : mines d'or, 166.039 noirs engagés ; mines de charbon, 8.990.

En octobre : mines d'or, 170.438 indigènes ; mines de charbon, 9.212.

En septembre : mines d'or, 169.619 noirs ; mines de charbon, 9.389.

La situation de la main-d'œuvre dans les mines du Transvaal, au cours de l'année 1914 a accusé, au sujet du travail indigène, une tendance à progresser de mois en mois jusqu'à novembre, date à laquelle le chiffre des noirs employés dans les mines d'or a diminué de 4.399 ; en décembre, il y a eu à signaler une nouvelle diminution, mais de 1.389 ouvriers indigènes seulement.

## Revue Commerciale

**Blés.** — Après une longue période pluvieuse, défavorable aux blés en terre, le temps sec et froid a fait son apparition. Il est bien accueilli par la culture, car il va arrêter la croissance des herbes parasites et détruire les rongeurs.

Afin de favoriser les battages et les semences, M. Fernand David, ministre de l'Agriculture, a demandé au ministre de la Guerre d'accorder des permissions aux territoriaux. Il a obtenu satisfaction.

En général, les perspectives des récoltes sont bonnes : en Russie et en Roumanie, les semences ont bénéficié des chutes de neige ; en Argentine, malgré de la pluie et de la grêle, la majeure partie des récoltes est maintenant moissonnée et battue. Par contre, en ce qui concerne l'Australie, la récolte est nettement déficitaire, ainsi qu'on l'a vu dans nos *Questions du Jour*.

A la Bourse de Commerce de Paris, les blés indigènes ont été cotés de 30 à 33 francs le quintal contre 29 et 32 il y a huit jours. Les marchés américains ont encore présenté beaucoup d'animation cette semaine et la hausse qui s'est produite à New-York a provoqué une véritable effervescence sur les marchés français, où nous avons vu les blés indigènes monter jusqu'à 34 fr. 50 et 36. A Nantes et à Saint-Nazaire, cette élévation tient surtout au prix élevé des frets.

La hausse se fait également sentir sur les blés étrangers et l'on cote, délivré sur wagon, le roux d'hiver : 35 fr. 25 à 36 fr. et le hard winter 35 fr. 50 à 36 francs.

### Prix du Blé sur les grands marchés

(Les 100 kilogrammes)

Villes	6 janv. 1915	13 janv. 1915	20 janv. 1915	27 janv. 1915	3 févr. 1915
Paris (disponible)....	Fr. 29 50	Fr. 29 25	Fr. 29 50	Fr. 30 50	Fr. 31 50
Londres.....	31 76	31 82	35 80	33 36	35 22
Liverpool.....	31 45	31 50	35 54	33 07	35 37
New-York.....	27 66	27 75	29 19	30 70	33 86
Chicago.....	26 13	26 28	27 85	28 80	31 47

**Vins.** — La taille s'achève partout, au milieu du beau temps et du froid, succédant au régime des pluies persistantes qui a duré presque sans interruption depuis deux mois.

Seule, la question des labours et des fumures était préoccupante, vu la rareté de la main-d'œuvre ; aussi le ministre de l'Agriculture a-t-il obtenu de son collègue de la Guerre que des permissions de 15 jours seraient accordées à un certain nombre de territoriaux. Une autre préoccupation se fait

également jour, celle de la réquisition continuelle des chevaux nécessaires aux travaux de labours, de fumures, qui annulerait partiellement le concours attendu des ouvriers agricoles permissionnaires. Espérons qu'il n'y aura pas de lacune de ce côté et que labours et fumures seront faits en temps voulu, bien qu'ils soient moins indispensables que le soufrage et le sulfatage.

Les prix sont actuellement très bas et le calme est la note dominante sur tous les marchés méridionaux.

A Béziers le marché est à peu près nul ; la seule occupation est la question de la cote supprimée depuis le début des hostilités. Les transactions pour les belles qualités de 9 à 11° et 12° seraient plus actives si les moyens de transports ne faisaient pas en partie défaut.

A Carcassonne, les achats sont tout à fait insignifiants depuis une huitaine, étant donné les difficultés du camionnage. A Nîmes, les travaux sont activement poussés, mais les affaires restent peu importantes, et c'est l'achat au fur et à mesure des besoins, qui alimente le commerce.

Dans le Bordelais, les affaires sont toujours calmes, sauf pour les petits vins rouges du Castillon-nais, cotés de 28 à 35 francs. Également quelques blancs ont été traités, mais en moindre quantité, au même taux que les rouges.

Dans la région de Blaye, la propriété a augmenté ses prétentions et n'a pas accepté 40 francs. Seuls quelques lots ont été traités à 45 fr. ; la demande générale est de 50 francs. Même note pour le Saint-Émilionnais. Dans le Bas-Médoc calme complet, et presque partout de même.

En Algérie, les cours sont stationnaires. La pénurie des transports fait que la futaille ne rentre pas et s'accumule dans les ports de la métropole, de telle sorte que l'exportation est forcément ralentie.

A Bercy, malgré la baisse notable de la Seine, les transports normaux n'ont pas encore repris : il n'y a donc pas eu d'arrivages d'Algérie et, en raison de cette pénurie, on a payé des rouges 11 degrés jusqu'à 22 francs l'hecto nu et 24 francs les blancs.

En général, les affaires n'ont repris aucune activité et les transactions de gros restent dans le même état peu satisfaisant. La cote des courtiers assermentés donne l'Aramon de 8° à 26 fr. l'hectolitre nu ; Algérie rouges, de 11 à 12° : 33 à 38 francs ; Algérie blancs : 36 à 40 fr., pour marchandise courante franco quai ou gare Paris, conditions habituelles des transactions en gros.

**Métaux.** — Ainsi qu'en témoigne le tableau ci-après, tous les métaux sont en hausse sur le marché de Londres. Cette semaine le volume des transactions sur le cuivre standard a encore augmenté et les prix se sont élevés presque sans interruption.

Vu les besoins de l'exportation, le marché de l'étain a été très actif et la hausse s'est fait nettement sentir.

Le marché du plomb a été calme mais ferme et celui du zinc très agité : bien que les transactions signalées n'aient pas été très importantes, on clôture avec une assez forte hausse.

#### Cours des Métaux à Londres

(La tonne de 1.016 kil. 048)

Métaux	6 janvier 1915	13 janv. 1915	20 janv. 1915	27 janv. 1915	3 février 1915
	£ sh. d.	£ sh. d.	£ sh. d.	£ sh. d.	£ sh. d.
Cuivre en barres :					
Disponible .....	57 12 6	59 12 6	61 2 6	63 5 0	64 2 6
A 3 mois .....	57 15 0	59 17 6	61 7 6	63 10 0	64 6 3
Étain : disponible ..	151 6 3	155 0 0	155 7 6	165 10 0	174 1 3
— à 3 mois ...	145 6 3	152 10 0	149 7 6	157 0 0	161 1 3
Zinc : disponible ..	28 3 9	28 17 6	31 7 6	33 7 6	37 1 3
Plomb étrang. disp.	18 4 3	19 10 0	18 12 6	18 10 0	18 15 0

## PETITES NOUVELLES

◆◆ La libération du 3 1/2. — Les versements reçus à la caisse centrale du Trésor public pour la libération de l'Emprunt 3 1/2 0/0 s'élevaient au 30 janvier à 769.220.230 francs.

Cette somme ne comprend pas les versements qui ont été opérés en province du 25 au 30 janvier. Il y aurait donc un reliquat non libéré qu'on peut évaluer à 30 millions sur une somme totale de 205 millions. Mais si on tient compte de ce que les départements actuellement occupés par l'ennemi n'ont pas pu faire leurs versements dans les délais prescrits et qu'il sera nécessaire de leur accorder un nouveau délai, après leur évacuation, on peut considérer que grâce aux mesures bienveillantes prises envers les souscripteurs, la libération de l'emprunt 3 1/2 0/0 est aujourd'hui entièrement réalisée.

◆◆ Le Crédit Foncier de France a décidé de nouveau d'accorder temporairement, aux porteurs d'obligations provisoires Communales 1912 et Foncières 1913, la faculté de se libérer par anticipation de la totalité des versements restant dus sur ces titres.

Les versements pourront être effectués :

Pour les Foncières 1913, du 12 février au 4 mars prochain.

Pour les Communales 1912, du 25 février au 20 mars prochain.

On peut être assuré que les porteurs de ces deux catégories de titres profiteront avec empressement de l'autorisation qui leur est accordée.

◆◆ Dans sa séance du 3 février courant, le conseil d'administration de la Banque de l'Indo-Chine a nommé administrateurs M. Guernaut, président de la Société Générale, en remplacement de M. L. Dorizon, démissionnaire, et M. P. Desvaux, vice-président du Crédit Industriel et Commercial, en remplacement de M. Roume, nommé gouverneur général de l'Indo-Chine.

## Marché Financier

Les transactions ont été encore, cette semaine, plus calmes qu'au cours de la semaine précédente, et la tenue de la cote a été assez irrégulière. Notre 3 1/2 % amortissable, toutefois, après avoir détaché son coupon trimestriel de 0 fr. 84 net, est en sensible reprise. Par contre, le 3 0/0 perpétuel est lourd, par suite des arbitrages auxquels il donne lieu.

Il finit à 72 fr. 25 ; 3 1/2 % Amortissable, 88 fr. 70 ; Obligations des Chemins de fer de l'Etat, 454 fr. 50.

Bonne tenue des obligations de la Ville de Paris et des obligations Foncières et Communales. Sociétés de crédit un peu irrégulières : Banque de France, 4.770 fr. ; Banque de Paris et des Pays-Bas, 966 fr. ; Crédit Foncier, 700 fr. ; Crédit Lyonnais, 1.065 fr. Chemins français calmes : l'Est est à 770 francs ; Paris-Lyon, 1.110 fr. ; Midi, 959 fr. ; Nord, 1.325 fr. ; Orléans, 1.130 fr.

Le Métropolitain cote 460 fr. ; Nord-Sud, 114 fr. 50 ; Suez, 4.045 fr. ; Omnibus de Paris, 409 fr. 50 ; Briansk ordinaire, 298 fr. ; Rio-Tinto ordinaire, unité, 1.478 fr. ; Sosnowice, 784 fr.

En Banque, peu d'affaires également. De Beers ordinaire, 249 fr. 50 ; Crown Mines, 100 fr. ; Rand Mines, 115 fr. 50 ; Tharsis, 157 fr. ; Cape Copper, 72 fr. 50 ; Toula, 948 fr. ; Hartmann, 383 fr.

L'Administrateur-Gérant : GEORGES BOURGAREL.

Paris — Imprimerie de la Presse, 16, rue du Croissant. — Simart, imp.